

Version révisée (28 octobre)



Essai d'économie marxiste

La financiarisation du capital Ou l'atteinte des limites de l'accumulation

par
Marc Bonhomme

Marxisme et financiarisation	Page 6
Le capitalisme néolibéral à la fois exclue et intègre massivement	Page 23
La crise des débouchés	Page 28
Une nouvelle révolution industrielle ?	Page 31
L'effet de serre, planche de salut du capitalisme ?	Page 35
Une stratégie d'indépendance prolétarienne et populaire	Page 38
Annexe	Page 48

22/29 août, 12 septembre et 28 octobre 2007

Pourquoi cet entêtement du gouvernement étasunien à poursuivre deux guerres perdues d'avance, celles de l'Iraq et de l'Afghanistan, quitte à enfoncer les ÉU dans de profonds déséquilibres extérieur et budgétaire sans compter le discrédit politique extérieure et intérieure ? Pourquoi les classes dominantes des économies dites émergentes acceptent-elles de financer ce super déficit du compte courant étasunien alors que la gigantesque dette en résultant en devient de plus en plus risquée que ce soit sous forme de super dévaluation ou même de gel des paiements ? Pourquoi les rivaux impérialistes des ÉU appuient-ils finalement la catastrophique politique de guerre du pétrole, dite anti-terroriste, après lui avoir résisté dans un premier temps ? Pourquoi les puissances anglophones, dont le Canada, embarquent-elles à pieds joints dans ces guerres perdues d'avance ?

On pourrait invoquer la puissance des néo-conservateurs et des fondamentalistes chrétiens aux ÉU. Pourquoi alors les Démocrates laissent-ils faire malgré qu'ils aient gagné la majorité dans les deux chambres en 2006 sur la base de l'arrêt de la guerre ? Lors de la grande dépression des années 30, la classe dirigeante étasunienne, malgré une forte résistance conservatrice, avait finalement opté pour des politiques dites progressistes. L'ampleur de la résistance sociale ne peut, elle non plus, expliquer la différence de comportement entre aujourd'hui et alors. Les luttes ouvrières n'étaient pas plus développées lors du premier mandat de Franklin Roosevelt que la massive opposition de la rue en 2003 avant même que la guerre contre l'Irak ne débute. Pourquoi d'ailleurs le mouvement anti-guerre étasunien connaît-il une baisse de régime alors que la majorité de l'opinion publique favorise le retrait des troupes à brève échéance ? Suffit-il d'invoquer l'illusion de pouvoir compter sur les Démocrates ou, au Canada, sur les Libéraux ?

On pourrait invoquer un scénario semblable à propos de l'entente de Kyoto qui ne fait qu'exiger une baisse de 6% de l'émission des gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990 pour les pays industrialisés, sans compter son édulcoration par la création du marché des droits de polluer, alors que selon le nouveau consensus écologique, il va falloir une réduction de 80% au plus tard en 2050 pour peut-être éviter une hausse drastique du niveau de la mer. Pourquoi cet entêtement du gouvernement étasunien qui nuit même à la compétitivité du capital étasunien au point qu'une partie de ses transnationales s'en émeuvent ? Pourquoi l'inutile politique de compromis du capital européen alors qu'il faudrait aller encore plus vite ? Pourquoi le suivisme australien et canadien et le je-m'en-foutisme des économies émergentes trop heureuses de ne se voir imposer aucune contrainte même si elles seront les premières affectées avec les autres pays du tiers monde ?

Dans un essai récent, « L'irrationalité du capitalisme au cœur de la crise de civilisation planétaire » (http://www.lagauche.com/lagauche/article.php3?id_article=1527), François Chesnais, économiste marxiste membre d'Actuel Marx et auteur de nombreux essais sur la mondialisation du capital, avance la thèse suivante :

« La libéralisation, la déréglementation et le saut dans l'internationalisation du capital qu'elles ont provoqué, (saut qualitatif autant que quantitatif) ont eu pour effet de déplacer cet ensemble de mécanismes antagoniques et contradictoires du plan des économies des Etats-nation à celui de l'économie mondiale prise comme un tout différencié et hiérarchisé [...] le bouclage du cycle du capital se fai[sant] désormais dans le cadre d'une centralisation et d'une concentration très forte du capital. Ce déplacement marque un changement radical de période historique... [qui] devait ouvrir au capitalisme mondial une nouvelle phase d'expansion longue. »

[...]

Pour ce qui est de l'avenir radieux [...], il y a l'extension continue du chômage... [et] un accroissement très important inégalités au sein de chaque pays et entre les pays. [...] Du point de vue de la théorie de l'accumulation, cela veut dire que le cycle de valorisation du capital "mondial" [...] se boucle dans des conditions où il incorpore comme salarié(e)s [...] une assez petite fraction, de celles et ceux qu'il pourrait incorporer potentiellement. [...] Ceci a des implications d'une très grande portée, toutes génératrices de barbarie. Or ce que nous commençons à cerner dans les conditions historiques du début du 21^e siècle, c'est de nouveau ce à quoi Marx s'est trouvé confronté au moment d'écrire le livre III du Capital, qu'il amène à conclure que "la véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même" (Marx, Le Capital, livre III, chapitre XV, fin du II) »

[...]

La principale spécificité des conditions historiques du début du 21^e siècle [...] a trait au rôle occuper [sic] désormais par les institutions et les mécanismes désignés à l'aide du terme "la finance". Elle concerne le fait notamment que la propriété du capital est repassée, à peu près entièrement, entre les mains des institutions financières, bancaires et surtout non bancaires, et que ce sont les intervenants sur les marchés boursiers qui concentrent entre leurs mains les décisions industrielles stratégiques. [...] Talonné par la fraction qui le domine, celle qui ne comprend que le mouvement A-A' c'est-à-dire (Argent/Argent+plus-value) et non pas le cycle capitaliste "normal" [(A-Marchandise... Production... Marchandise'-A'), NDLR], le capital se déchaînerait dans un double mouvement de pressurisation à outrance de celles et ceux qu'il emploie et de recherche systématique de tout ce qui reste dans le monde à être approprié, privatisé, soumis au règne de la marchandise. »

[...]

... nous serions passés des configurations analysées en détail par Marx de "surpopulation relative" à des situations dont il pressent la possibilité de "surpopulation absolue". En ce qui concerne la pénurie de plus value, pour qu'elle apparaisse il est nécessaire que la baisse du taux de plus value cesse d'être compensée par le montant total de plus-value produit et approprié. »

Dès le premier livre du Capital, dans son paragraphe sur l'Irlande (voir en annexe) qui anticipait la subsumption impérialiste du capitalisme mature sur le monde, Karl Marx explique qu'à la naissance de ce qui sera appelé impérialisme la plus-value s'accroît aux dépens de la baisse de la production nationale, donc de la valeur produite, et même que la domination non subsumée qui précède la subsumption est particulièrement anti-écologique. S'ensuit une persistante surpopulation relative malgré une baisse substantielle de la population. La thèse de Chesnais, anticipée par Marx, affirme qu'au bout du développement de l'impérialisme c'est le contraire qui se produit : la plus-value culmine dans un contexte d'explosion de la valeur, de surpopulation absolue et de rupture écologique. C'est comme si la barbarie de la fin de la chaîne répondait à la barbarie du début de la chaîne mais en la niant.

Pour comprendre et apprécier cette thèse audacieuse, on se situera dans le cadre marxiste tel que compris par l'école française Actuel Marx, complété par la compréhension de la financiarisation des éditeurs de Monthly Review, et tel que compris et synthétisé par l'auteur de cet essai qui en porte toute la responsabilité.

Quelques références

Actuel Marx # 40 ; Fin du néolibéralisme ?; 2006, PUF, dossier

Bellamy Foster, John ; The financialization of Capitalism, Monthly Review

Bellamy Foster, John ; Monopoly-Finance Capital, Monthly Review, December 2006

Magdoff, Fred ; Debt and Speculation Explode, Monthly Review, November 2006

Marx, Karl, Le Capital, Site Internet « Archives marxistes »

Mendel, Ernest ; Introductions à l'édition du Capital publié par Vintage Books, New-York, 1976-80

Séminaire d'études marxistes, La finance capitaliste, 2006, PUF

Marxisme et financiarisation

Le capitalisme est un système produit historiquement de rapports sociaux entre les humains lequel encadre la production, l'échange et la consommation des biens et services nécessaires à la satisfaction des besoins humains. Cependant, son but n'est pas la satisfaction des besoins humains mais l'**accumulation du capital**. Cette accumulation ne résulte pas de la malice des humains, ou de certains humains, mais de l'impératif de la **loi de la concurrence** entre capitaux individuels qui oblige à la **maximisation des profits** pour ne pas périr. C'est l'élargissement et l'approfondissement de cette loi qui rend l'humanité malicieuse et, à terme, auto-destructrice.

Le capital résulte de la transformation historique de la production sociale, **valeurs d'usage** résultant du travail concret et destinées à la satisfaction des besoins des humains — la plupart du temps différenciés en classes sociales pré-capitalistes, depuis peu post-capitalistes, issues de rapports de forces uniquement politico-idéologiques — en **valeurs d'échange**, ou valeur. En tant que travail abstrait la valeur d'échange doit s'exprimer sous forme d'un commun dénominateur de l'ensemble du travail humain.

Ce commun dénominateur est le temps de travail socialement nécessaire c'est-à-dire reconnu par l'échange sur le **marché** contre un équivalent. Ces valeurs supportées par leurs valeurs d'usage, ou **marchandises**, n'existent que parce que les moyens de production et d'échange sont devenus historiquement l'objet de **propriété privé** ce qui, à défaut de reconnaissance autoritaire ou collective, oblige les résultats du travail concret à être reconnus par le marché pour exister socialement.

Historiquement, le capitalisme ne subsume la production sociale que lorsqu'il a transformé en marchandise **la force de travail** des humains. Pour ce faire, le capital a d'abord dû déposséder les producteurs directs de leurs moyens de production, avant tout de l'accès à la terre, les obligeant ainsi à vendre leur force de travail. Cette **accumulation primitive** a donc été fondamentalement un divorce entre l'humanité et la nature.

Ainsi la **nature** devient-elle un réservoir soi-disant inépuisable et renouvelable non pris en compte par le processus d'accumulation du capital qui se décharge de ses conséquences d'épuisement des ressources naturelles et de pollution sur la société. Ainsi la nature devient-elle extérieure au mode de production capitaliste tout en restant essentielle à sa reproduction. C'est là, comme l'admettent eux-mêmes les économistes tenants de la théorie néo-classique, une **faillite du marché**. Tout compte fait, force de travail et nature sont les deux mamelles de la « richesse des nations » et toutes les deux en viennent à être épuisées par le capital au nom d'une accumulation sans fin dont l'appétit est insatiable.

La rencontre des échangeurs sur le marché a rapidement imposé, après le troc primitif, la nécessité d'un équivalent général. À cause de leurs qualités concrètes de concentration de la valeur, de divisibilité et de durabilité se sont imposés historiquement les métaux précieux dites, en français, **argent** malgré la prépondérance de l'or. L'argent est une marchandise particulière qu'il faut aussi produire, qui n'est donc pas un simple signe garanti par l'État et par la production nationale.

Avec le développement du marché, de moyen de circulation et de comptabilité l'argent est aussi vite devenu un moyen de conservation de la valeur, donc une possibilité de trésor, et par le fait même une possibilité d'interrompre le **cycle normal du capital** [(Argent-Marchandise... Production... Marchandise'-Argent') le signe prime indiquant que le capital-argent du départ crée un surplus], c'est-à-dire de générer une **crise économique**. Les trésors d'argent ne s'accumulent plus dans des bas de laine. Ils sont l'objet de placements qui génèrent le **cycle de l'argent** [A-A']. Ce cycle donne l'impression que l'argent pousse dans les arbres sans passer par la production.

Cette inversion de la réalité attribuée à l'argent, une chose, un pouvoir de création alors que ce pouvoir appartient aux humains, ou plus exactement aux rapports qu'ils nouent entre eux au sein du processus de production et d'échange. Ainsi se développe le **fétichisme** de la marchandise concentrée dans son équivalent général, l'argent. Le fétichisme pénètre profondément le mode de penser de la société capitaliste, toutes classes confondues.

Poussés par la concurrence généralisée, y compris sur le marché de la force de travail, les acteurs économiques voient la possession de trésors, petits ou grands, comme garants de la capacité à se reproduire, de sécurité face aux crises économiques et finalement de bonheur à ce point que la mesure de la production nationale et encore plus de la richesse nationale devient synonyme de mesure du bonheur. Ainsi, le prolétariat est incité à imiter la nécessaire accumulation des capitalistes par exemple pour se procurer des biens durables, se protéger contre la maladie et préparer sa vieillesse d'autant plus que services publics et assurances sociales faillissent à la tâche.

C'est la nécessité de l'argent comme équivalent général qui font que la valeur s'exprime sous la forme de **prix**, c'est-à-dire par une somme d'argent représentant les heures de travail incorporées par les marchandises, en autant qu'elle est validée par l'échange sur le marché. La valeur n'est pleinement réalisée sur le marché que si le prix obtenu couvre le coût de production plus le profit moyen attendu qui, sous le **capitalisme néolibéral**, a tendance à s'élever jusqu'à 15% tellement est faible la capacité de riposte du prolétariat et monopolisé le marché mondial.

La libération des flux mondiaux du capital-argent et en partie celui du capital-marchandise — car les ÉU et jusqu'à un certain point l'UE restent

protectionnistes — et la restriction concomitante de la circulation internationale des personnes et des idées, combinées avec la déréglementation des normes environnementales et sociales, ont pour résultat de modifier le rapport de forces entre une **bourgeoisie**, propriétaire des moyens de production, de plus en plus centralisée et concentrée en transnationales financières et non-financières et un **prolétariat**, propriétaire de sa seule force de travail, de plus en plus segmenté et divisé non seulement en termes de genre et de nations mais aussi de statuts liés au marché du travail au point que le travail plein temps toute l'année a cessé d'être la norme.

La **division du travail**, conséquence du développement de la production, et l'extension géographique du commerce, conséquence du développement des moyens de transport et de communication, ont démultiplié les échanges. Notons, sous le capitalisme néolibéral, l'importance cruciale des moyens de communication, particulièrement électroniques, dans le cycle normal du capital jusqu'à et y compris dans la phase productive proprement dite — pensons au système « juste à temps » — ce qui, combiné au transport bon marché grâce au pillage du pétrole, a facilité le démantèlement des grandes unités de production au bénéfice de réseaux délocalisés tant nationalement qu'internationalement.

Ce **développement technologique** a contribué à la rentabilité du capital moins en développant les forces productives qu'en déstabilisant l'organisation syndicale par l'exacerbation de la concurrence entre régions et pays, et surtout en dressant les travailleurs et travailleuses des pays dépendants contre ceux et celles des pays impérialistes dans un marché désormais mondial. Si on ajoute à ce facteur la guerre psychologique des transnationales et monopoles médiatiques, on réalise l'importance des nouvelles technologies de l'information et des communications (TIC) dans la modification des rapports de force en faveur du capital même si celles-ci peuvent être détournées de leurs fins en facilitant la circulation de l'information et la mise en réseau à la base.

Afin de les sécuriser et de diminuer le coût des transactions liées au développement des échanges, les métaux précieux ont laissé place aux signes monétaires, d'abord les lettres de change puis le **papier-monnaie**. Cependant, le papier-monnaie, aujourd'hui de la monnaie électronique, malgré les apparences du contraire depuis la mise au rancart de l'officiel étalon-or puis à la renonciation par le gouvernement étasunien au taux de change fixe entre le dollar et l'or à la fin des années 60, est aussi basée en dernier recours sur l'or.

Le premier but de la production de l'**or** demeure son utilité monétaire ou de trésor. Le cours de l'or a d'ailleurs tendance à grimper au moindre trouble sérieux des marchés financiers. Par exemple, depuis septembre 2001, le prix monétaire de l'or est passé de moins de 300\$ à 780\$ l'once, un sommet depuis la grave crise du début des années 80 puis celle boursière de 1987. Si depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale seul l'hégémonie incontestée des ÉU a créé l'illusion du remplacement de l'or par le dollar comme base monétaire du

commerce mondial, l'affaiblissement de cette hégémonie, l'euro ne pouvant remplacer le dollar étant donné la division politique de l'Union européenne, l'or pourrait revenir en force comme étalon monétaire.

La néo-classique **théorie quantitative de la monnaie** qui prétend expliquer le prix de la monnaie en fonction de la production nationale sous contrainte de sa vélocité n'explique en fait que l'inflation ou la déflation du signe monétaire mais en rien la valeur sous-jacente de la monnaie que seul peut expliquer le prix de l'or. Cependant, la facilité à multiplier les signes monétaires, particulièrement la monnaie électronique, ouvre la possibilité, mais seulement la possibilité, d'un dérapage du cycle de l'argent, de sa déconnexion du cycle normal du capital. Pour que cette possibilité survienne, il faut que le cycle normal du capital n'arrive plus à se boucler, que donc le surplus qu'il crée cherche un autre exutoire qu'il trouve dans le cycle de l'argent. Le problème est que le cycle de l'argent ne crée pas de valeur, ce qui oblige ce cycle à vampiriser le cycle normal.

En effet, seule la force de travail, c'est-à-dire la capacité intellectuelle et physique des humains à transformer la nature pour satisfaire leurs besoins sociaux, crée de la valeur nouvelle, c'est-à-dire de la **plus-value**, d'où le concept de **capital variable** pour désigner le capital avancé pour rémunérer la masse d'heures de travail. La force de travail est seule créatrice de valeur parce qu'elle nécessite moins d'heures de travail pour se reproduire que son temps d'emploi dans le chaînon production du cycle normal du capital. Tel est l'origine du « miracle » du profit capitaliste. Cependant, comme on le verra plus loin, ce n'est pas n'importe quel travail qui produit de la plus-value.

Ainsi le **taux de plus-value** est le ratio plus-value versus capital variable. Autrement dit, il est le ratio entre le travail non payé, ou surtravail, et le travail payé, ou salaire qui ne se confond pas avec sa forme juridique car certains très hauts prétendus salaires ne sont qu'une forme masquée de plus-value. Pour cette raison, on l'appelle aussi **taux d'exploitation**. Il varie en fonction de la productivité de la force de travail appliquée aux marchandises participant à la reproduction de la force de travail (entrant dans le panier du consommateur) et de l'intensité de la lutte de classe pour un meilleur salaire privé (chèque de paye et conditions de travail) et public (services publics et assurances sociales).

Le reste du capital avancé, par opposition, se nomme **capital constant** pour signifier qu'il ne fait que transférer sa valeur, sans rien ajouter, aux marchandises dans lesquelles il s'incorpore suite au processus de production. Le capital constant se divise en **capital circulant**, qui est complètement absorbé en un seul cycle de production (énergie, matières premières), et en **capital fixe** qui est absorbé sur plusieurs cycles de production (bâtiments, infrastructures, équipements, machines) en fonction de son usure et de son obsolescence, planifiée ou non. Le capital variable est, par définition, un capital circulant.

La **composition organique du capital** est le ratio entre le capital constant versus le capital variable. La loi de la concurrence entre capitaux oblige à baisser les coûts de production dont un des moyens, en plus de la baisse des salaires réels (hors inflation) et l'allongement du temps de travail (**plus-value absolue**) qui a fait un retour en force aux ÉU, est la hausse de la **plus-value relative** soit sous la forme de l'augmentation de la productivité de la force de travail principalement par la hausse de la composition organique du capital, y compris la formation de la main-d'œuvre, mais aussi par l'accroissement de l'intensité de l'emploi de la force de travail. Ces deux moyens augmentent le taux d'exploitation, l'un directement, l'autre indirectement en abaissant le temps socialement nécessaire à la reproduction de la force de travail. On notera que la hausse directe du taux d'exploitation, sans hausse de la composition organique, est basée sur le travail vivant tout en compromettant sa reproduction tandis que sa hausse indirecte, soutenue par la hausse de la composition organique, est basée sur le travail mort qui vivifie le vivant mais en compromettant le taux de profit.

Le **taux de profit** est le ratio de la plus-value versus le capital total, constant et variable. Il est le ratio du travail vivant mais non payée sur l'addition du travail payé, mort et vivant, le premier dévorant le second au fur et à mesure du développement du capitalisme. Il est directement proportionnel au taux d'exploitation et inversement proportionnel à la composition organique du capital. Plus le taux d'exploitation est élevé, plus le taux de profit est élevé, ce qui tombe sous le sens. La relation à la composition organique est moins évidente. Elle signifie tout simplement que plus il y a de capital engagé par heure de travail, plus bas est le taux de profit, ce qui tombe aussi sous le sens.

Mondialement, par définition, la masse des profits égale celle de la plus-value, les premiers n'étant que l'expression monétaire de la seconde, même si toutes deux se distribuent différemment entre pays et secteurs. La compétition entre capitaux qui mène à l'**égalisation tendancielle des taux de profit** dans la mesure où les capitaux circulent librement entre pays et secteurs nécessite des taux de plus-value sectoriels et nationaux différents suite à des compositions organiques différentes à cause du développement différencié des forces productives et de celle de la lutte de classe.

Tout comme l'égalité mondiale entre profits et plus value, par définition, la totalité des prix sur le marché mondial est égal à la valeur mondiale totale. Toutefois, il n'en est pas de même pour chaque marchandise pour les mêmes raisons de différences sectorielles et nationales. Le prix permettant de réaliser la valeur doit assurer le profit tendanciel moyen. Les prix des marchandises produites avec une composition organique au-dessus de la moyenne mondiale, c'est-à-dire intensives en capital, seront moins élevés que leur valeur puisqu'elles incorporeront moins d'heures de travail, et vice-versa. Viennent ensuite les fluctuations du marché régulées par l'offre et la demande que la théorie marxiste des prix ne nie pas mais dont elle ne fait pas l'axe central car la **théorie néo-**

classique des prix laisse irrésolue la question centrale : autour de quel axe varient les prix ?

C'est cette différenciation historique qui explique l'**échange inégal**, c'est-à-dire le pillage des pays dépendants, à composition organique du capital plus basse, par les pays impérialistes. Par exemple, dans la mesure où la production agricole est plus intensive en capital dans les pays impérialistes que dans les pays dépendants et que d'autre part le marché mondial s'impose aux marchés nationaux, le même prix unique mondial signifie davantage d'heures de travail dans les pays dépendants que dans les pays impérialistes. Ainsi l'égalité tendancielle monétaire des échanges en termes de prix masque l'inégalité des échanges en termes de valeur, les pays dépendants exportant davantage de valeur aux pays impérialistes.

À l'échange inégal, le capitalisme néolibéral ajoute le **pillage de la dette**, ponction directe du capital, comme partie visible de l'iceberg car visible en termes monétaires. En effet, comme les pays dépendants doivent utiliser relativement davantage d'heures de travail que les pays impérialistes pour s'intégrer au marché mondial, ils ont tendance à s'endetter vis-à-vis ces derniers ce qui à la longue fait que le service de la dette devient plus important que les nouveaux prêts qui eux-mêmes servent de plus en plus au service de la dette et non plus à faire des investissements d'où l'effet boule de neige.

Cette dette, par la suite, est devenu un outil politique qui a permis aux pays impérialistes, par le biais du FMI, de recoloniser les pays dépendants. Cependant, la Chine et l'Inde ayant partiellement échappés à cette **recolonisation**, leurs croissances fulgurantes a retourné l'arme de l'accumulation des réserves de change en leur faveur de même qu'en faveur des producteurs de pétrole.

La crise de la dette superposée à l'échange inégale envenime la **baisse tendancielle du taux de profit** en induisant, à travers l'exacerbation de la concurrence la hausse de la composition organique du capital que ne contrebalance pas une hausse concomitante du taux d'exploitation. Le prolétariat résiste à la hausse du taux d'exploitation, tant par ses luttes pour la hausse du salaire réel et pour de meilleures conditions de travail et de meilleurs services publics que par celles pour la diminution du temps de travail. Ainsi, la composition organique du capital, à laquelle le prolétariat ne s'oppose généralement pas et même qu'il favorise parce qu'elle rend économiquement possible la hausse du salaire réel, a tendance à croître plus rapidement que le taux d'exploitation d'où la baisse tendancielle du taux de profit. Autrement dit, comme la source du profit est le temps de travail non payé et comme les capitaux en concurrence entre eux sont condamnés à la hausse de la productivité ce qui les oblige, en dernière analyse, à augmenter, par heure travaillée, le capital constant fixe et le capital constant circulant, le taux de profit, toute chose étant égale par ailleurs, tend à baisser puisque le numérateur, le

capital variable, tend à croître moins vite que le dénominateur, la masse de capital total employé.

À cette tendance, qui n'est pas une loi, le capital réagit par des **contre tendances** dont la baisse du salaire réel et la hausse de la plus-value absolue sont les moyens les plus réactionnaires. Cependant, la hausse de la productivité du travail induite par la hausse de la composition organique du capital dans le secteur des biens de consommation courante permet de diminuer le capital variable sans toucher au salaire réel. De même, il est possible de baisser la valeur du capital fixe par la hausse de la productivité du travail dans le secteur des biens de production, par exemple les équipements téléinformatiques, et la baisse de la valeur du capital constant circulant, par exemple l'énergie, particulièrement le pétrole quitte à faire la guerre. La résultante entre tendance et contre-tendances dépend du développement des contradictions de classe, de celui entre pays impérialistes versus pays dépendants et des rapports capital-nature.

Ces divers rapports de forces sont en grande partie fonction du cycle économique (*business cycle*) qui lui-même est une manifestation de la **crise de surproduction** inhérente au capitalisme. En effet, une simple production à croissance nulle du secteur des biens de production, à moins qu'elle ne suffise qu'à l'amortissement, exigerait une croissance positive du secteur des biens de consommation courante. Comme la plus-value hors consommation de luxe doit être réinvestie — tel est l'exigence de l'accumulation du capital aiguillonnée par la loi de la concurrence — et que la croissance de la masse salariale (capital variable) est freinée — autre conséquence de la loi de la concurrence — arrive un moment où la production déborde, habituellement au niveau des moyens de production ou tout au moins des produits de consommation durable, particulièrement l'immobilier résidentiel mais aussi l'automobile.

L'éclatement de la crise donne au capital le rapport de forces pour élever le taux d'exploitation tout en l'obligeant à « détruire » les capitaux les moins rentables au bénéfice des plus rentables, par exemple par des ventes à rabais et des dites rationalisations suite à des fusions ou à des prises de contrôle. Ainsi, hausse du taux d'exploitation et baisse de la composition organique se conjuguent pour hausser le taux de profit. C'est ce qui a servi, tout au moins aux ÉU et au Canada, la crise du début des années 80, consciemment provoquée par une brusque hausse des taux d'intérêt par la banque centrale des ÉU, et celle du début des années 90. Ces deux catharsis ont suffi à y rétablir le taux de profit.

Ce n'est pas n'importe quel travail concret qui produit de la plus value. Un travail peut contribuer ou non au cycle normal du capital. S'il y contribue, il peut le faire directement ou indirectement selon le chaînon qu'il occupe dans ce cycle. On distingue le travail **productif** de plus-value du travail **improductif**, concepts qui n'ont cependant aucun lien avec le travail socialement utile. La production de

gadgets par une entreprise est productive de plus-value mais peu ou pas socialement utile.

Le travail improductif du **capital commercial** ou du **capital financeur** — non seulement les institutions financières mais aussi les fonds d'investissement (régimes de pensions, fonds communs de placement, fonds privés, fonds de capital de risque) qui peuvent ou non être gérés par les institutions financières — accroissent indirectement la production de plus-value soit en accélérant la circulation du capital sous forme de marchandise en amont et en aval de la production soit en rassemblant et en redistribuant le capital sous forme d'argent. Ce service rendu se paie par le capital productif (manufacture, construction, transport, services aux entreprises et partiellement services aux personnes) en cédant à ces secteurs, en retour d'un taux de profit plus élevé, une part de la valeur à réaliser de sorte à rémunérer leurs services au profit moyen et ses prolétaires au salaire moyen.

L'existence du capital financeur introduit une segmentation cruciale dans la distribution du profit, soit l'**intérêt**, comprenant l'intérêt proprement dit et les dividendes, qui rémunère le capital passif, et le **profit de l'entrepreneur** qui rémunère le capital actif. L'intérêt, c'est-à-dire le loyer du capital-argent que son détenteur ne veut pas ou ne peut pas activer lui-même, contrairement à la production des biens et services dont les prix sont déterminés par leur valeur ajustée à la composition organique nationale et sectorielle, est entièrement déterminé par l'offre et la demande de capital-argent c'est-à-dire est fonction du seul rapport de forces entre le **capital actif** et le **capital passif**. Il peut donc oscillé entre un intérêt nul, même négatif, et un intérêt égal au taux de profit. Cette indétermination est grosse de conflits entre capital actif et capital passif d'où l'intervention de l'État, à travers sa banque centrale, pour arbitrer le conflit sous contrainte du rapport de force fondamental entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Passif et actif ne sont cependant pas synonymes de financeur et de manufacturier. Le capital financeur peut certes jouer un rôle purement passif et se contenter de l'intérêt. Mais il peut aussi jouer un rôle actif et même très actif, s'accaparant généralement un profit d'entrepreneur au-dessus de la moyenne. C'est ce que font les transnationales, institutions financières comme entreprises productives, laissant aux PME et même, à l'ère du capitalisme néolibéral, aux monopoles purement nationaux, tous deux dépendant d'elles tant financièrement que très souvent manufacturièrement, un profit d'entrepreneur généralement au-dessous de la moyenne.

Un capital financeur actif, c'est-à-dire qui dirige l'ensemble du cycle normal du capital dans tous ces aspects, financement, production et circulation, devient **capital financier**. Le capital financier du tournant du XX^{ie} siècle prenait surtout la forme de magnats (Carnegie, Morgan, Rockefeller) du moins aux ÉU alors que celui du tournant du XXI^{ie} siècle, même s'il n'exclut pas les magnats (Aux ÉU,

Gates et Buffett, au Canada, les familles Desmarais, Bronfman, Thomson, Weston) à la tête de fortune personnelle, s'incarne davantage dans des fonds d'investissements gérés ou non, encore une fois, par des institutions financières.

Cette mutation indique la nécessité de rassembler le capital passif des **classes moyennes**, petite bourgeoisie et couche supérieure du prolétariat, dans les fonds de pension et les fonds communs de placement (fonds mutuels) afin de l'utiliser comme un levier au bénéfice des fortunes des magnats lesquelles prennent souvent la forme de fonds d'investissement privés qui rassemblent aussi des fortunes de grandeur moyenne. À noter que les magnats se servent du capital passif des classes moyennes comme effet de levier étant eux-mêmes en tant qu'initiés les premiers arrivés dans une bonne affaire et les premiers partis la veille des mauvaises nouvelles.

Le capital financier, combattant la baisse tendancielle du taux de profit, cherche à briser les limites du cycle normal du capital en ayant de plus en plus recours à au **capital fictif**, c'est-à-dire de titres se transigeant de plus en plus sur des marchés secondaires qui assurent leur liquidité... du moins quand il n'y a pas de crise. Ces titres sont des signes représentant un capital réel engagé dans le cycle normal du capital. En ce sens, le capital fictif dérive historiquement du papier-monnaie. Les cours de ces titres varient, en dernière analyse, en fonction du rendement anticipé du capital réel qu'ils représentent tout comme la valeur du papier-monnaie est, en dernière analyse, fonction du prix de l'or.

Mais tout comme l'inflation du papier-monnaie rend sa valeur élastique par rapport au prix de l'or, celle du capital fictif arrive à détacher sa valeur du capital réel qu'il représente. Le retour à la réalité nécessite au bout du compte un crash boursier qui, cependant, peut être long à venir. La réussite de la **spéculation** comme système sur un temps relativement long, et non pas d'un spéculateur en particulier, dépend de sa capacité d'extraction de la plus-value du cycle normal du capital. Cette réussite est elle-même conditionnée en dernière analyse par la capacité de résistance du prolétariat.

Les **produits dérivés**, dernières innovations du capital financier comme généralisation de titres existant depuis plus d'un siècle pour les céréales et autres matières premières, ont permis de démultiplier les émissions de capital fictif comme dérivés secondes et davantage de la première couche traditionnelle de ce même capital (argent, actions, obligations et leurs produits, intérêts et dividendes). Certes, ces produits dérivés peuvent soutenir la création de valeur en servant de police d'assurance au capital productif ou commercial. Par exemple, un producteur vendant à terme à l'étranger achètera d'une contrepartie financière une garantie de taux de change pour ce même terme. Ou encore, une institution prêteuse diffusera son risque sur le marché secondaire en groupant des prêts, hypothécaires par exemple, selon une échelle de facteurs de risque.

Cependant, cette fonction d'assurance si elle peut diminuer le risque individuel, sectoriel ou national, augmente le **risque systémique** d'abord en déconnectant l'accepteur du risque, par exemple la banque de dépôts, du preneur du risque, par exemple le fonds opérant sur les marchés secondaires, ensuite en diffusant le risque au point de rendre impossible sa localisation... ce qui augmente l'incertitude. Il faut aussi compter sur la limite des modèles mathématiques qui font l'hypothèse de la liquidité des marchés de capital fictif qui, par définition, deviennent illiquides quand la crise surgit.

Ceci dit, l'écrasante majorité des transactions concernant les produits dérivés tout comme celles sur les marchés secondaires, que le capitalisme financier tardif a généralisé bien au-delà de la bourse proprement dite, créant autant de titres nouveaux, ont un but purement spéculatif c'est-à-dire que le but visé est faire de l'argent avec de l'argent sans passer par le cycle normal du capital. La **bulle spéculative** est donc un cycle de l'argent qui au lieu d'être soumis au cycle normal du capital le parasite au point d'en devenir le cancer.

Pour ne pas se dégonfler, la bulle a constamment besoin de nouvel air c'est-à-dire de nouvelle plus-value : une bulle stable ou se rapetissant qui signifierait l'absence de gain net ou une perte nette ne pourrait faire illusion très longtemps, ne pourrait faire système. Si on peut rouler dans la farine une partie du prolétariat avec la loterie, un jeu à somme négative, si on peut s'amuser au monopoly, un jeu à somme nulle, la bulle spéculative est **un jeu à somme positive**, un ogre qui exige une part de plus en plus importante de la plus-value.

En complément, le capital financier tardif, développant au maximum le **crédit à la consommation**, en particulier immobilier, pilier de l'intégration des classes moyennes lors des « trente glorieuses » (1945-1975), l'a poussé jusqu'à la limite des mauvais risques tout en le titrisant, créant ainsi un marché secondaire lequel bat de l'aile, menaçant d'entraîner tout le château de cartes. Signalons aussi les déficits publics de la grande majorité des pays impérialistes, le Canada étant une exception, de même que l'augmentation de la dette des entreprises privées tout au moins dans les pays en développement mais aussi celles « victimes » d'achats par effet de levier (*leverage buy-out*) qui financent à même leur bilan leur propre acquisition par le capital financier.

Au tournant du XX^{ie} siècle, l'émergence du capital financier à la tête des nouveaux monopoles nationaux soutenus par des États industrialisés devenus qualitativement plus puissants que les grands États des anciennes civilisations arabes et extrême-orientales avaient permis de surmonter la première grande crise du taux de profit à la fin du XIX^{ie} siècle grâce à l'**exportation des capitaux** dans les colonies et dans les zones d'influence tout en maintenant un haut taux d'exploitation dans les pays impérialistes, sauf peut-être en Angleterre, le pays hégémonique d'alors.

Cette exportation des capitaux caractérisa cette apparition de l'**impérialisme** proprement capitaliste qui démultiplia le commerce mondial au point de créer le premier marché mondial partiellement subsumé par le mode de production capitaliste, c'est-à-dire au niveau des matières premières et de la production agricole de masse. Il fit apparaître au grand jour l'échange inégal auquel s'ajoute, sous le capitalisme néolibéral, le pillage de la dette. De même, le nouvel impérialisme acheva de soumettre la terre entière à la domination du capital même s'il fut loin de la subsumer au mode de production capitaliste faute d'avoir étendu le marché mondial à la production manufacturière de masse.

L'impérialisme tente d'entraver la **loi du développement inégal et combiné** propre au développement historique du mode de production capitaliste afin de tenter de figer l'hégémonie existante. Le développement capitaliste carbure aux inégalités léguées par l'histoire pré-capitaliste. Il les envenime par l'échange inégal puis par le rapatriement des profits et des intérêts devenu pillage de la dette avec le capitalisme néolibéral. Cependant, la baisse tendancielle du taux de profit contraint les pays impérialistes à l'accumulation du capital dans sa périphérie.

Comme l'accumulation du capital n'y est pas contrainte par une masse de capital fixe devenu obsolète et qu'elle bénéficie de l'apport de l'émigration de la crème du prolétariat spécialisé à la recherche d'un meilleur salaire ou d'insertion dans une nouvelle bourgeoisie — aujourd'hui du retour d'immigrants formés à l'étranger, transferts et capitaux rapatriés — la partie la plus développée de la périphérie tend à dépasser les pays centraux grâce au bond en avant du développement technologique. Ainsi, se combinent secteur à structure pré-capitaliste et capitaliste ancien mais intégré au marché capitaliste, généralement concentré dans des régions périphériques, et secteurs capitalistes modernes dans les grandes régions métropolitaines et les zones de mono-productions agricoles, cette combinaison induisant une importante inégalité des revenus et des conditions de travail et de vie tant entre ces secteurs au sein des pays dépendants qu'entre pays dépendants et métropoles impérialistes.

Historiquement, l'Allemagne, le Japon et les ÉU ont pu damer le pion à l'Angleterre avant que le nouvel impérialisme issu de la crise du libéralisme ne devienne dominant. Ce nouvel impérialiste dressa des barrières politiques et militaires à l'aboutissement de la loi du développement inégal et combiné une fois qu'il eut imposé par le fer et par le sang ses colonies et ses zones d'influence sur l'ensemble du globe. S'ensuivit une époque de « guerres mondiales » pour la part du butin entre puissances impérialistes lesquelles importèrent dans les pays centraux les méthodes barbares développées lors des conquêtes coloniales. C'est ce dépassement par la périphérie que tente aujourd'hui la Chine en devenant d'une part l'atelier de production de plus-value du marché mondial, avec sa zone d'influence qu'elle cherche à élargir en particulier en englobant Taiwan, mais aussi en tentant de devenir une puissance financière moins par ses nouvelles bourses que par l'utilisation stratégique de

ses amples réserves de change, et sans oublier sa construction comme puissance militaire et spatiale. Réussira-t-elle ce qu'aucune autre puissance n'a réussi depuis l'avènement de l'impérialisme il y a plus de cent ans ?

La barbare conquête du monde sur la base de l'exportation des capitaux, combinée au blocage politico-militaire de l'opération de la loi du développement inégal et combiné, exacerba tant les rivalités inter-impérialistes sur le dos des colonies et des zones d'influence qu'il aboutit au déclenchement de la première grande guerre mondiale. Ce carnage sans précédent qui modifia profondément les cultures et les modes de pensée pava la voie à la **révolution d'Octobre** en Russie, maillon faible du système impérialiste comme immédiate périphérie partiellement industrialisée, donc prolétarisées, des pays impérialistes, tout comme dans une moindre mesure le Mexique, la Chine et les Indes britanniques.

Cette défaite de l'impérialisme, mitigée par la **contre-révolution stalinienne** qui fut cependant thermidorienne c'est-à-dire ne restaurant pas le capitalisme, aggravée par cette autre crise majeure du capitalisme de 1929 suivie d'une autre guerre mondiale qui arracha au marché mondial capitaliste un autre pan substantiel de l'humanité, obligea l'État capitaliste, à partir du milieu des années trente et définitivement après 1945, à mettre momentanément au pas le capital financier pour ne pas périr.

Par un encadrement de la production, l'État capitaliste devint interventionniste et providentiel à travers la couche des gestionnaires publics et même privés et une politique de plein emploi à laquelle même la banque centrale dut se soumettre. C'est pourquoi on a pu alors parler d'un **capitalisme managérial**, oubliant trop vite que le capitalisme ne reculait que pour mieux sauter. Le capital financier, mis en veilleuse et ses idéologues préparant son retour hégémonique au sein de la Société du Mont-Pèlerin organisée par Friedrich von Hayek, n'en disparut pas pour autant ni non plus l'héritage de sa première vague.

L'apparition du capital financier avait provoqué le développement du travail complètement découplé de la production de plus-value, c'est-à-dire qu'il fit reculer le travail tant productif qu'improductif tous deux liés directement ou indirectement à la production de plus-value. Il s'agit, dans l'ordre d'apparition historique, de la production de produits de **consommation de luxe** et de la **production d'armements**. Concrètement, un travail qui produit directement ou indirectement de la plus-value soit contribue directement ou indirectement à la reproduction du capital variable, c'est-à-dire à la production des biens de consommation courante, soit contribue directement ou indirectement à la reproduction du capital constant, fixe ou circulant, c'est-à-dire à la production des moyens de production.

On appelle « **troisième secteur** » ce secteur producteur, de plus en plus important et diversifié, d'autre chose que des biens de consommation courante ou de moyens de production. Ce troisième secteur, complètement inutile du pont

de vue de la production de la plus-value, est pourtant économiquement nécessaire en créant de la demande solvable, c'est-à-dire une demande soutenue par un pouvoir d'achat, pour tenter d'assurer le bouclage du cycle normal du capital à sa pleine valeur car biens et services de luxe et armements sont des marchandises elles aussi.

Cependant, du point de vue du capital, le troisième secteur a l'inconvénient d'exiger une substantielle part de la plus-value totale pour rémunérer le capital qui y est engagé sous forme de moyens de production ou de fonds salarial, tous deux y étant du capital constant car non producteur de plus-value. Si la bourgeoisie y consentit avec réticence c'est parce qu'elle y trouva son intérêt tant en termes de « consommation ostentatoire » illusionnant et démoralisant le prolétariat que de moyens ultimes eu égard à la compétition inter-impérialiste puis ensuite eu égard à la course aux armements imposée aux sociétés post-capitalistes. *Last but not least*, le troisième secteur est particulièrement anti-écologique, ce qui jusqu'à tout récemment ne dérangeait pas la bourgeoisie. Ce parasitisme et ce gaspillage d'un secteur dont la part de la production ne cesse de s'élargir n'étonne pas car ce troisième secteur n'existe qu'en substitution à **la réduction du temps de travail** qu'appelle la croissance continue de la productivité du travail.

À son tour, ce troisième secteur, tout comme les deux secteurs fondamentaux, celui des biens de consommation courante et celui des moyens de production, tous générateurs de produits, doivent être distingués du secteur producteur de **services aux personnes** qu'il faut bien différencier des services aux entreprises, simple résultat de la division du travail au sein du secteur des moyens de production. Cet immense secteur en termes d'emplois, est une invention, si l'on peut dire, des trente glorieuses qui ont vu ces services jusqu'alors réservés à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoise s'étendre au prolétariat. Comme désormais ces services contribuent à la reproduction de la force de travail, ils ne peuvent pas être considérés comme faisant partie du troisième secteur. Ils peuvent encore moins être considérés par un avatar des services domestiques des temps anciens comme dans l'Angleterre victorienne du temps de Marx.

Cependant, ils ne sont pas non plus totalement subsumés par le capitalisme car comme services non stockables impliquant un lien personnel entre travailleuses-consommatrices, ils sont très difficilement malléables par le machinisme donc difficilement sujets à une augmentation de productivité donc de rentabilité sans compter que l'absence d'inventaires ne permet pas la division du travail avec le capital commercial et la gestion souple de la saisonnalité des ventes et du cycle économique. C'est pour cette raison qu'il a fallu un rapport de forces favorable au prolétariat pour les imposer au capital. Cela est particulièrement le cas des services s'éloignant le plus d'un produit bien circonscrit comme un repas ou une nuitée. Non seulement bonne santé et bonne éducation et autres **services publics** sont-elles indéfinies mais en plus elles requièrent une grande masse d'infrastructures en réseau pour donner un bon service.

Le capitalisme est peu capable d'organiser des services personnels même bien circonscrits et encore moins indéfinis comme le démontre le coût prohibitif du système de santé étasunien. Cependant, étant en recherche frénétique d'exutoires et le nouveau rapport de forces néolibéral le permettant, la plus-value s'y engouffre goulûment en remodelant les services à sa façon. Soit le capitalisme néolibéral les convertit partiellement ou totalement en produits tels les repas préparés d'avance ou le fast-food avec toute la mauvaise qualité à l'avenant, soit il réduit au minimum la personnalisation du service telle l'hôtellerie des grandes chaînes populaires, soit il segmente un secteur pour couches riches. Quant aux services publics, les plus difficiles à réifier, maintenant que leur privatisation est à l'ordre du jour et que leurs importantes infrastructures sont en place et rachetables à rabais de l'État ou tout simplement gérables sans risque en mode PPP, le capital s'essaie aux mêmes recettes ce qui révèle encore plus son caractère inhumain et démasque sa prétention à « l'efficience ».

Est spécialement touché par cet assaut sur les services publics la gent étudiante. L'élargissement et la prolétarianisation de la **couche étudiante** sont une autre conséquence des trente glorieuses. La pénétration de la science dans les forces productives, elle-même objet de standardisation et de contrôle, qui a obligé la formation d'une pléthore d'ingénieurs, scientifiques, technologues, techniciens et ouvriers spécialisés, administrateurs ne pouvaient être recrutés qu'au sein du prolétariat. Rien de plus normal que cette large couche prolétarisée réagisse fortement aux politiques néolibérales l'affectant durement car c'est son avenir qui est en jeu de même que celle du monde du XXI^è siècle qui sera le sien.

Au-delà du troisième secteur et des services personnels, on trouve la production non subsumée par le capitalisme mais qui ne lui est pas moins complètement assujéti contribuant à sa reproduction. On pense à la **petite production individuelle** particulièrement massive dans les pays dépendants sous forme de travail informel. Historiquement, celle-ci a servi de réservoir de force de travail d'autant plus bon marché qu'elle s'auto-reproduisait au moins partiellement sans compter qu'elle pouvait fournir aussi à très bon marché des matières premières. Cependant, la pénétration de l'accumulation primitive dans l'ensemble des pays dépendants a beaucoup fait reculé la capacité auto-reproductrice de la petite production obligeant le capitalisme à la soutenir soit indirectement par les subventions à l'alimentation et aux transports, soit directement par le clientélisme et dorénavant par la distribution large de soutien monétaire. Comme ce nouveau capital variable produit peu ou prou de plus-value, il s'ensuit une baisse du taux d'exploitation et peut-être même du taux de profit.

Last but not least, on trouve l'**esclavage domestique**, assurant gratuitement une grande partie de la fonction essentielle de la reproduction de la force de travail. Ce relent de l'esclavage ancien, grec et romain, conservé pour les femmes souligne à double trait l'échec du capitalisme à subsumer la reproduction de la

force de travail, cette marchandise très particulière qui seule peut créer de la valeur. Cet échec fondamental met à nu le fil de plomb liant le capitalisme et l'apparition des sociétés de classe, du moins en Occident. Il suggère le noyau rationnel esclavagiste du travail salarié — durant les heures de travail la force de travail du travailleur et de la travailleuse ne lui appartient pas — que le capitalisme néolibéral bien souvent révèle au grand jour particulièrement dans les économies émergentes et sous la forme de la traite des femmes et des enfants.

Tant ce relent ancien que l'esclavage salarial fait du capitalisme un système intrinsèquement patriarcal. Ce **patriarcat**, étant un rapport de domination, tout comme la répression intrinsèque au lieu de travail, font du capitalisme non seulement un système d'exploitation enraciné dans l'économie mais aussi un système de domination enraciné dans le politique. Ce système de domination n'est pas seulement limité au foyer domestique et au lieu de travail et d'étude. Par l'inviolabilité de la propriété privée et le respect des contrats entre propriétaires y compris du contrat salarial, seuls droits essentiels au bon fonctionnement du capitalisme — les autres droits devant être conquis et sans cesse reconquis — cette répression s'étend à toute la société ce qui rend indispensable l'État.

Non seulement le capitalisme s'est-il construit historiquement, c'est-à-dire qu'il s'est différencié dans le temps, mais il s'est aussi construit géographiquement, c'est-à-dire qu'il s'est différencié dans l'espace. Pour ce faire, il a tendanciellement réorganisé l'humanité en **nations** c'est-à-dire en marchés unifiés territorialement qui tendent à s'homogénéiser culturellement, particulièrement eu égard à une langue commune, et institutionnellement surtout quand elles aboutissent à la formation d'**États-nations**.

Le système d'**États** plus ou moins nationaux auquel a abouti à terme le développement du capitalisme, comme les systèmes des États pré-capitalistes avant lui, repose sur la nécessité de toute société de classe de réguler pacifiquement l'exploitation et l'oppression en légitimant la domination de la classe dominante afin qu'elle ne se consume pas dans une répression permanente autodestructrice. Cette légitimation, contrairement à celle de l'État pré-capitaliste basée sur la supériorité divine du souverain, se fait en construisant l'**unité nationale** des citoyens et des citoyennes égales entre elles contre l'ennemi extérieur, particulièrement par le moyen de l'armée nationale, complétée par la police pour réprimer les individus et les groupes mettant en danger cette unité, en réalité s'en prenant à la propriété privée.

Cette légitimation est d'autant plus forte qu'elle parvient à stabiliser l'État capitaliste par l'institutionnalisation de la **démocratie représentative**, masquant ainsi efficacement l'exploitation capitaliste qui apparaît comme l'égalité factice des propriétaires des moyens de production (la bourgeoisie) et des propriétaires de leur seule force de travail (le prolétariat) se liant entre par contrat individuel,

d'où le caractère subversif inhérent du contrat collectif qui suggère un rapport de classe.

L'**égalité** citoyenne et la **liberté** contractuelle des individus formellement égaux donne au capitalisme la base idéologique pour construire son hégémonie par l'intermédiaire de la société civile, dont le système médiatique, et de son encadrement par l'État, en particulier par le système éducatif. L'emprise apparente de cette base idéologique masque l'emprise beaucoup plus fondamentale du fétichisme de la marchandise, ce qui explique que le capitalisme peut fonctionner sans démocratie représentative, l'égalité citoyenne et la liberté contractuelle devenant alors elles-mêmes fétichisées comme objets de (re)conquête donnant l'illusion que cette égalité et cette liberté sont réelles c'est-à-dire qu'elles englobent le champ économique.

Cette différenciation historique et géographique aboutit à la négation du capitalisme par lui-même. L'accumulation primitive du capitalisme naissant avait recréé dans sa périphérie l'**esclavage** à grande échelle, plus féroce que l'esclavage ancien car mû par une dynamique d'accumulation avec une base encore trop étroite, et le **génocide** des peuples aborigènes afin de s'emparer d'une immense réserve de terres déjà cultivées, tous deux prémisses économiques du racisme.

De même, par la **chasse aux sorcières**, a-t-il préparé l'esclavage domestique, obstacle à la pleine participation des femmes au marché du travail, afin qu'elles se consacrent prioritairement et gratuitement à la reproduction de la force de travail, créant ainsi la base économique du sexisme.

L'accumulation primitive s'est faite dans le cadre d'un capitalisme usuraire, grands banquiers des rois et usuriers des campagnes, puis d'un capitalisme marchand dont le but était l'accaparement d'or en faveur des États absolutistes mercantilistes grand défenseur des monopoles marchands tels les compagnies des Indes orientales et occidentales et celle de la Baie d'Hudson.

Au terme de son développement spatio-temporel, le capitalisme aboutit à une très forte **concentration et centralisation** du capital qui a détruit plus de capital que toutes les expropriations révolutionnaires réunies. C'est le capital financier naissant qui a été l'instrument de cette centralisation de laquelle a émergé, au tournant du XX^{ie} siècle, les monopoles nationaux qui ont rendu particulièrement féroce la concurrence mondiale.

Ce développement a polarisé le monde en États impérialistes et en États dépendants portant à son paroxysme la négation du capitalisme en commençant par la destruction et la subordination des nations en retard dans le processus d'accumulation. La prédominance contemporaine du marché mondial sur les marchés nationaux détruit tendanciellement la régulation du capitalisme par les États-nations sans que le système de l'ONU/Bretton Woods/OMC, dominé par

les plus grands États impérialistes ou candidats à l'impérialisme, n'ait pu se libérer du cadre de l'État-nation.

Cette **crise de la nation** comme cadre de la régulation bourgeoise, c'est-à-dire sa déconnexion d'avec le marché national, polarise le système d'États entre groupes impérialistes et États déliquescents. D'une part, on trouve la tendance aux groupements d'États impérialistes pour atteindre la masse critique nécessaire afin de contrôler un marché supranational conférant le rapport de forces nécessaire pour tenter de dominer le marché mondial. Tel est l'Union européenne ou, jusqu'à un certain point, l'ALÉNA surtout si se concrétisait le prétendu Partenariat pour la sécurité et la prospérité. À l'autre extrême, on trouve des pseudo-États par nettoyage ethnique, religieux, clanique ou simplement de gang de rue (ex-Yougoslavie, Iraq, Somalie, Haïti) directement ou indirectement recolonisés par l'impérialisme.

Partout, on note une tendance à la **régionalisation** et à la décentralisation pour faciliter la mainmise des transnationales et des gouvernements centraux, en particulier supranationaux. La résultante de ce processus de polarisation et de régionalisation est la négation de la nation comme rassemblement pluraliste basé sur un rapport social construit sur les rapports de marché par ce fait même niant les pré-capitalistes liens du sang (race, ethnie, tribu, clan, famille) et l'idéologie religieuse de l'unité étatique pré-capitaliste.

C'est cette solidarité nationale, corollaire de l'unité nationale nécessaire résultante de la formation des marchés, que la bourgeoisie, maître du marché national, a constamment dû dévoyer en **nationalisme** avec tous ses mythes fondateurs et ses territoires sacrés, pavant ainsi la voie à la xénophobie et à l'ethnisme et donnant prise à la notion de « nation imaginaire » propagée par des idéologues anglophones, l'anglais étant par hasard la langue commune de l'hégémonie mondiale et de plusieurs nations impérialistes.

Tout à la fois pour s'adapter au développement des forces productives qui impose le gigantisme des moyens de production, particulièrement des moyens de transport et de communication, pour lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit qui exacerbe la concurrence et, dorénavant, pour lutter contre l'impuissance tendancielle de l'État à encadrer le marché, en a résulté une explosion de la puissance de l'impérialisme, particulièrement des **guerres** coloniales puis des guerres mondiales devenues guerre permanente, froide du temps des trente glorieuses, chaude à l'ère du capitalisme néolibéral... mais pas encore une guerre mondiale permanente comme Orwell le prévoyait dans son roman « 1984 ».

Ce déchaînement de la puissance impérialiste, surtout de la super-puissance hégémonique étasunienne, qui ramène sur le devant de la scène l'esclavage et la traite, particulièrement des enfants et des femmes, à peine verni par la valeur d'échange de la force de travail menace de rompre les grands équilibres

écologiques terrestres tellement le **pillage de la nature** est indispensable à la continuation de l'accumulation du capital. Ce pillage comprend à la fois celui des ressources non renouvelables de plus en plus coûteuses à extraire en termes non seulement d'heures de travail mais aussi de consommation productive d'énergie, tel les sables bitumineux, et celui des ressources normalement renouvelables dont le cycle de reproduction naturelle est compromis par l'intensité de la récolte telles les ressources forestières et halieutiques.

Ce pillage s'étend jusqu'à la marchandisation du vivant et des idées, au point de restreindre leur libre circulation, par la mise sous brevet du code génétique, y compris leur actualisation dans des êtres vivants, et des processus, et non l'objet fabriqué. De là il n'y a qu'un pas à franchir pour étendre le règne de la marchandise à l'être humain lui-même, le tout masqué sous l'euphémisme de « capital intellectuel » ou « **capital humain** ». Ce dérapage signale l'ambition du capitalisme néolibéral de s'accaparer directement, et non plus seulement à travers des objets, l'aspect intellectuel de la force de travail, même celle des temps immémoriaux sous forme de savoir traditionnel, une autre forme d'accumulation primitive. Paradoxalement, cet euphémisme sert d'idéologie faisant croire au prolétariat qu'il est détenteur d'un capital personnel qu'il doit faire valoir à ses frais et qu'il doit vendre à ses risques et pour le prix du marché, reléguant aux oubliettes sa condition d'exploité.

Les révolutions du XX^{ie} siècle, parce qu'elles n'ont pas été capables de briser le cadre de la nation, se piégeant dans la théorie du **socialisme dans un seul pays**, sans compter son frère jumeau, le nationalisme social-démocrate, ont finalement capitulé face à l'impérialisme, le laissant dégénérer à ce point qu'approche probablement la limite inhérente d'un capitalisme empêtré dans ses propres contradictions. Si ce n'est le capitalisme qui ira au bout de sa propre négation, plongeant le monde entier, et non seulement l'Europe, dans la barbarie d'un « Dark Ages », c'est parce que l'immense peuple des exploités et des opprimés, au cœur duquel on trouve le prolétariat qui produit directement la plus-value extorquée par la bourgeoisie, aura su nier ce capitalisme qui se nie lui-même.

Cette défaite stratégique du prolétariat et des peuples du XX^{ie} siècle pousse, paradoxalement, à bout les contradictions capitalistes, essentiellement une crise de surproduction larvée de grande ampleur dont seulement la **financiarisation** permanente du capitalisme néolibéral, spectre du capitalisme usuraire du Moyen-Âge, retarde le déclenchement mais au prix d'un renforcement de l'exploitation, du pillage de la nature et de la guerre. Cette financiarisation en est moins la cause des tares du capitalisme néolibéral, même si elle sert de prétexte politique et idéologique, que la nouvelle stratégie pour résoudre le vieux problème récurrent du bouclage du cycle normal du capital.

Contrairement au capital financier du début du XX^{ie} siècle, la financiarisation du début de XXI^{ie} siècle n'a pas comme résultat ultime le développement des forces

productives, par exemple les chemins de fer et le transport océanique, mais son propre auto-développement comme bulle spéculative découplée de la production, qui toutefois crée un effet de richesse. Au mieux, elle finance directement la consommation de luxe ou semi luxueuse, telle le marché immobilier, quand ce n'est pas l'industrie de guerre par le financement de l'État étasunien. Le capital financier tardif, si l'on peut dire, essaie donc à la fois d'être le père fouettard de l'extraction de la plus-value, de financer par l'endettement la réalisation du cycle normal du capital et aussi de la répression guerrière que requiert l'État néolibéral. La financiarisation du capitalisme en constitue sa négation suprême car elle escamote complètement le cycle normal du capital dont par ailleurs elle dépend complètement.

L'Amérique du Sud, tirant les leçons de la première dictature néolibérale chilienne et de ses avatars brésilien et argentin, encouragée par la ténacité cubaine malgré ses sérieux problèmes de démocratie, profitant de l'espace créée par la résistance des peuples iraquien, afghan, palestinien et libanais aux guerres de l'empire, cherche la voie du « **socialisme** du XXI^è siècle ». Sa **stratégie** émerge sous la forme de gouvernements anti-impérialistes, aiguillonnés par un mouvement populaire très diversifié dans sa composition sociale, ses modes de lutte, sa conscience de classe et ses rythmes de mobilisation, qui oscillent entre néo-développementisme et anti-capitalisme. Ce socialisme vaincra s'il sait tirer les acquis de l'échec du socialisme du XX^è siècle, positifs et négatifs, soit certes la nécessité de la **rupture révolutionnaire** mais aussi celle de la **démocratie participative** dont les formes sont à inventer au-delà du slogan, soit un programme pour mettre fin à l'exploitation de classe mais aussi à la destruction de la nature et à toutes les oppressions.

Cette victoire ne sera possible qu'en redécouvrant et en réinventant l'**internationalisme**, qui évite le piège de la seule affirmation idéologique sans soucis de réalité nationale, d'analyse de classe et de stratégie de conquête de pouvoir d'État qui reste le terrain privilégié de l'organisation du capital. Cette réinvention a commencé à la faire, la mouvance du Forum social mondial à travers ses campagnes mondiales particulièrement contre la dette et contre la guerre et ses grands rassemblements pluralistes. Encore cette mouvance, pour retrouver un second souffle, doit-elle trouver la voie pour se sortir du **réformisme** social-libéral, impossible humanisation d'un capitalisme néolibéral inhumain, en faveur d'un anti-libéralisme, voie transitoire vers l'anti-capitalisme et son nécessaire débouché, le socialisme. Ainsi cet indéterminé et récupérable « autre monde possible » se muera-t-il en un autre monde socialiste qui pointe contradictoirement au Venezuela et en Bolivie s'ils savent se libérer de leur dépendance pétrolière qui est au centre des problèmes du monde.

Le capitalisme néolibéral à la fois exclue et intègre massivement

À l'exclusion d'une partie substantielle de l'humanité aux marges du marché mondial — on pense aux États délités de l'Afrique, à l'informalisation d'une grande partie des populations des pays dépendants et même aux « exclues » des pays impérialistes — sans compter un chômage élevé, que les taux de chômage officiels ne reconnaissent que partiellement, s'oppose l'incorporation presque d'un coup dans le capitalisme néolibéral des anciennes économies non capitalistes, surtout de la Chine mais aussi de la Russie et de l'Europe de l'Est, et jusqu'à un certain point des économies capitalistes jadis partiellement fermées tel l'Inde qui s'appuyait sur l'ex-URSS.

Ce sont là deux phénomènes majeures mais contradictoires. Pendant qu'on marginalise la force de travail employée à l'intérieur du capitalisme ancien tout en continuant à l'entretenir, on en additionne en incorporant dans le marché mondial de vastes zones densément peuplées. Le premier phénomène traduit une combinaison de la crise de la réalisation du cycle normal du capital avec les acquis de la résistance des prolétaires qui refusent un recul historique, particulièrement en Europe occidentale dont le noyau dur est la France, en ce qui concerne les conditions de vente de leur force de travail. Le second phénomène traduit la logique de l'accumulation à la recherche sans fin de nouveaux débouchés à un taux de profit élevé.

Le premier phénomène explique l'abaissement du taux mondial d'exploitation, la production de plus-value étant nulle ou presque pour cette grande masse de salariées potentielles à la marge du système que le capital doit pourtant entretenir étant donné la faiblesse de l'autoconsommation en l'absence de possession de la terre de plus en plus accaparée par la grande propriété. On peut en effet distinguer un taux d'exploitation bas pour la totalité du prolétariat mondial d'un taux d'exploitation élevé pour le seul prolétariat employé, étant donné que l'on peut considérer les frais de reproduction de la massive force de travail inemployée ou peu employée des chômeuses et des semi employées comme faisant partie du dénominateur, soit le capital variable. On pourrait parler d'un taux d'exploitation de système dans le premier cas versus un taux d'exploitation pour les seuls capitaux engagés dans le second cas.

Comme exemples concrets de soutien sans contrepartie de plus-value, on pense aux subventions de survie des gouvernements argentin et brésilien qui ont d'ailleurs généré un gigantesque clientélisme d'État, très rentable électoralement, devenu une base sociale du capitalisme néolibéral de ces pays. Même dans les pays impérialistes, on est d'ailleurs surpris comment les études comparatives de redistribution du revenu après impôt inter-déciles entre la début de l'ère néolibérale et aujourd'hui constatent qu'en termes relatifs le centile le plus riche est le grand bénéficiaire, que le reste du décile le plus riche y gagne quelque peu, que le décile suivant ni ne perd ni ne gagne... de même que le

décile le plus pauvre, tous les autres déciles, prétendue classe moyenne, y perdent.

Le deuxième phénomène, l'incorporation massive des ex pays non capitalistes et capitalistes fermés dans le marché mondial presque du jour au lendemain, ajoute subitement une masse énorme de capital variable au capitalisme mondial, à de très bas salaires, par rapport à un relativement très modeste nouveau capital constant. La composition organique du capital mondial s'en trouve brusquement abaissée, le dénominateur ayant crû beaucoup plus vite que le numérateur. Si on ajoute les modestes taux d'accumulation de l'ère néolibérale dans les pays impérialistes, et l'accélération de l'obsolescence planifiée touchant particulièrement le matériel téléinformatique qui dévalue rapidement cette partie de plus en plus importante du capital constant au point de la faire passer tendanciellement du capital fixe au capital circulant, cette brusque baisse de composition organique n'a pas été compensée par sa hausse dans les zones d'accumulation des pays impérialistes et dans les enclaves modernes des pays dépendants. Ceci dit, les investissements massifs qui se font actuellement en Chine, tant venant de l'extérieur que de l'intérieur, augmentent rapidement la composition organique du capital, ce qui annonce une crise de surproduction de plus grande ampleur que la digue de la financiarisation aura de plus en plus de difficulté à contenir.

En plus d'un bas taux mondial d'exploitation, François Chesnais fait l'hypothèse d'un bas taux de profit que les statistiques de ses collègues Michel Husson, Dominique Lévy et Gérard Duménil du collectif Actuel Marx ne confirment pas du moins pour les principaux pays impérialistes. Une génération de politiques néolibérales y a rétabli un haut niveau de taux de profit. Faut-il supposer un bas taux de profit dans les nouveaux pays capitalistes qui entraîne à ce point la moyenne mondiale vers le bas ? Cela supposerait dans ces derniers pays un bas taux d'exploitation dépendant non pas d'un salaire réel élevé mais d'une basse productivité de la force de travail.

Par contre la basse composition organique du capital déjà signalée jouerait dans l'autre sens. Le taux d'accumulation élevé de la Chine, qui ne dépend pas seulement des investissements directs étrangers, suggère plutôt un taux de profit élevé même, s'il est vrai, qu'il est en grande partie généré par l'épargne impressionnante des ménages privés qui compensent l'absence de programmes sociaux et de services publics adéquats. Par contre, comme Duménil et Lévy le font, toujours sur la base de recherches statistiques, on peut parler, dans les pays impérialistes, d'un bas taux de profits retenus étant donné l'ampleur des profits redistribués.

De plus le diagnostic de François Chesnais est paradoxal car non seulement la répartition actuelle du revenu national tant dans les pays impérialistes que dans les nouveaux pays capitalistes est historiquement très favorable au capital. Reste que si l'ampleur du capital variable inemployé ou semi-employé est

massive, le taux de profit mondial pourrait être substantiellement plus bas que le taux de profit appliqué seulement à la force de travail employée même si le dénominateur du taux de profit comprend non seulement le capital variable mais aussi le capital constant.

Ce dilemme ne peut être tranché que sur la base de statistiques. Or il est fastidieux et risqué de remodeler les concepts néo-classiques donnés en termes monétaires, sur lesquels sont fondés les statistiques bourgeoises, en concepts marxistes donnés en termes de valeur. Comme, de plus, le marché global regorge de flux illégaux (paradis fiscaux, drogue, armements, traite esclavagiste), les statistiques bourgeoises en sont devenues elles-mêmes suspectes comme l'ont noté, à propos des ÉU, Duménil et Lévy, par exemple à propos du taux d'épargne et du déficit du compte courant qui pourraient être moins négatifs que les données officielles si on prend en compte l'immensité des épargnes, et de leurs revenus, dans les paradis fiscaux.

François Chesnais va jusqu'à faire l'hypothèse d'une réduction de la masse mondiale de plus-value étant donné l'ampleur de la marginalisation hors système que ne compenserait pas un taux trop faible d'accumulation du capital dans les pays impérialistes malgré les apports chinois et indien. Cette hypothèse de pénurie de plus-value est certes plus évidente si on fait l'hypothèse d'une baisse du taux mondial de profit. Toutefois, elle reste compatible avec un taux de profit élevé sur la base, statistiquement plus solide, d'un taux d'exploitation élevé des seuls prolétaires employés combiné avec une baisse mondiale de la composition organique du capital, ce qui permet un taux de profit plus élevé avec la même masse donnée de plus-value, suite à la brusque subsomption des grandes économies de l'Asie dans le marché mondial.

Ce bouleversement structurel du marché mondial devenu global, c'est-à-dire qui désormais domine le pion aux marchés nationaux, agit en retour contradictoirement sur la dynamique du taux mondial d'exploitation. D'une part, il le pousse à la hausse par la pression à la baisse sur du salaire réel, privé et public, partout dans le monde du capitalisme ancien. D'autre part, il le pousse à la baisse en créant une crise de surproduction larvée qui rend difficile la pleine réalisation de la valeur, même si cette crise est contenue par l'enflure de l'endettement généralisé particulièrement des États-Unis.

Cette crise larvée est due à la nouvelle offre massive provenant des nouveaux pays incorporés au marché mondial, offre qui est de beaucoup supérieure à leur nouvelle demande étant donné leurs salaires de misère. Le taux de croissance de cette offre carbure non seulement aux investissements des pays impérialistes dont ces pays sont l'exutoire — stagnation salariale et taux de profit élevé dans les pays impérialistes y créent un débordement relatif de plus-value — sans compter un très haut taux d'épargne interne propre surtout à la Chine.

C'est ce passage réel ou appréhendé à la diminution absolue de la plus-value qui expliquerait, en dernière analyse, les entêtements signalés en introduction. La bourgeoisie mondiale se rend parfaitement compte que les artificiels effets d'enrichissement de la bulle spéculative qui a réduit presque à néant l'épargne des ménages tout au moins aux États et au Canada, l'enflure non viable du crédit immobilier aux États et ailleurs tout comme le gonflement du troisième secteur, particulièrement le capital employé dans le secteur financier mais aussi un budget militaire financé par le surplus d'épargne mondiale, sont constamment sur le bord du gouffre. Ainsi, ce découplage entre croissance du taux de profit dans les pays impérialistes qui contraste avec leur relatif bas taux d'accumulation et de croissance, sur lequel insiste Michel Husson, se résoudrait à terme par le bas au prix d'une gigantesque crise mondiale de surproduction.

Il n'y a donc pas que l'hégémonie étasunienne qui soit au pied du mur mais peut-être que le capitalisme lui-même tend vers son asymptote. Le néolibéralisme guerrier, forme contemporaine du capitalisme, arrive de plus en plus difficilement à neutraliser la baisse tendancielle du taux de profit — peut-être même atteint-il le point d'inflexion de la réduction de la plus-value — sauf à compromettre tant la reproduction même de la force de travail que celle de la biosphère.

Géographiquement parlant, le capitalisme a dorénavant subsumé le marché mondial même si cette subsumption n'est pas encore consommée. Reste aussi que cette extension ultime qui permet de gagner du temps — il est vrai, cependant, que la pérennité du capitalisme n'est qu'une suite cyclique de solutions temporaires — est advenue avec l'émergence rapide de compétiteurs prétendant à l'impérialisme, particulièrement de la Chine, qui à terme remettent en question l'hégémonie étasunienne si ce n'est celle dite « occidentale » même si ce n'est pas pour demain matin.

La question cruciale de l'énergie

Avec l'extension de la subsumption capitaliste à la terre entière, un peu plus d'un siècle après l'extension non totalement subsumée qui avait donné naissance à la première mondialisation, le capitalisme épuise le moyen principal de l'extension géographique, que Rosa Luxembourg croyait essentiel, pour surmonter la tendance à la baisse du taux de profit. S'il devient impossible de faire baisser la composition organique du capital et d'augmenter le taux d'exploitation de la force de travail intégrée au marché mondial, une fois que sera épuisée l'absorption des grandes et moyennes économies orientales dans le capitalisme néolibéral, ne reste plus comme exutoire que la baisse du coût du capital constant circulant.

La consommation productive du capital constant circulant augmente au rythme de la productivité de la force de travail, source primaire du profit. L'explosion exponentielle de l'accumulation du capital depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale empêche de plus en plus de contrôler d'abord la croissance de la contrepartie physique du capital constant circulant laquelle commence à se heurter à des limites naturelles, rareté relative qui se répercute ensuite sur les coûts d'exploitation, ce qui envenime la croissance en valeur de ce capital tant par un effet de volume que par un effet de coût unitaire. Rien donc pour contribuer à la hausse du taux de profit sauf pour le capital investi dans les ressources naturelles lequel prospère, toutefois, aux dépens de l'ensemble du capital, un bon exemple étant la prospérité albertaine qui handicape la base manufacturière ontarienne et québécoise par l'intermédiaire de la hausse du huard par rapport au dollar.

Afin de tenter d'éviter l'explosion des coûts reste au capital l'exploitation très anti-écologique des sables bitumineux, des pétroles lourds ou des fonds marins à moins de ressusciter la filière nucléaire, véritable bombe à retardement, ou de construire des centrales hydroélectriques dévastatrices d'écosystèmes. Reste, enfin, la guerre du pétrole pour contrôler directement l'accès aux hydrocarbures bon marché de sorte à priver de sa rente les peuples moyens-orientaux, même au prix de s'aliéner les fidèles rois saoudiens, afin d'en limiter le coût pour le bon fonctionnement du marché mondial globalisé, niveleur de marchés nationaux.

Car comment, dans ce marché globalisé, opposer les travailleuses les unes aux autres, en particulier celles du Nord contre celles du Sud, sans le bon marché des coûts mondiaux de transport ? Le pétrole, c'est en effet le sang qui coule dans les veines du capitalisme néolibéral. Pourquoi, politiquement parlant, faire cadeau de la famineuse rente pétrolière aux dirigeants nationalistes iraniens, si néolibéraux soient-ils, et surtout aux Chavez, Morales et Correa de ce monde afin de leur donner les moyens de reconstruire un capitalisme national, anti-impérialiste et populiste, qui pourrait donner lieu à une transcroissance socialiste si leurs peuples continuaient de pousser à la roue pour un « *socialisme du XXI^e siècle* » ?

L'importance grandissante de la tentative de redistribution des cartes inter-impérialistes se conjugue à la guerre du pétrole, à laquelle pourra demain s'ajouter l'eau, pour annoncer une intensification et une extension de la guerre hors de ces actuels foyers moyen-orientaux et africains par la médiation, par exemple, d'une guerre contre l'Iran. Les récents coups d'État militaires en Thaïlande, aux îles Fidji et au Bangladesh ne sont-ils pas gros de guerres civiles dans ces parties du monde ? L'éclatement de la Chine demeure une possibilité ce qui serait d'ailleurs conforme à son histoire de morcellement-réunification. Même la relative unité de l'Inde est toute récente historiquement et demeure à la merci des sectarismes, legs de son indépendance faite sur la base de nettoyage religieux.

À moins d'un rebondissement fulgurant des luttes populaires à un niveau suffisant pour faire reculer l'impérialisme, la logique de la guerre prévaudra. Les grandes mobilisations des peuples andins, conjuguées à l'enlisement impérialiste en Iraq et en Afghanistan, n'ont-elles pas contribué à éloigner la guerre de ce continent, tout au moins à la confiner à la Colombie ? C'est là l'espoir du monde.

La crise des débouchés

À cette profonde crise structurelle, la bourgeoisie des grandes puissances n'a trouvé comme remède, pour les pays dépendants en crise, par exemple la crise asiatique/latino-américaine de 1997, que la hausse des taux d'intérêt et l'austérité budgétaire soi-disant pour rétablir l'équilibre du compte courant. Pour les pays impérialistes en crise, par exemple au moment du dégonflement de la bulle technologique étasunienne au début du siècle et suite à la crise boursière d'août 2007, elle a fait exactement le contraire : baisse des taux et de l'impôt sur les profits et sur les revenus supérieurs et politique de déficit budgétaire aux ÉU. Deux poids, deux mesures mais qui vont dans le même sens malgré les apparences : garantir les mises de fonds du capital financier.

Dans les pays impérialistes c'est à peine si les banques centrales ont eu le temps de se redonner une marge de manœuvre entre 2003 et 2007 que la crise boursière d'août 2007 a commencé à entamer au moment d'écrire ces lignes. Quant au Japon, il n'a jamais même pu rétablir cette marge. Le seul remède que connaisse le capitalisme néolibéral est davantage de spéculation boursière et de crédit à la consommation, particulièrement hypothécaire. Depuis la crise boursière de 1987, les banques centrales garantissent, en cas de crise majeure comme celle d'août 2007 qui pourrait rebondir surtout si la machine à crédit s'enlise, une injection massive et rapide de fonds pour endiguer le dérapage. Le capital financier a bien entendu le message.

Mais l'argent a beau être bon marché, et pourquoi pas gratuit comme ce fut longtemps le cas au Japon, encore faut-il que les magnats de la finance y trouvent leur compte comme capital privé. La résolution par le haut de la crise de la liquidité arrêtera-t-elle la crise boursière ? Et même si elle y arrivait, le choc n'aurait-il pas été suffisant pour enliser l'enflure de la bulle, du crédit hypothécaire et même du financement mondial de l'économie étasunienne ? Après tout, les magnats connaissent très bien le château de cartes qu'ils ont construit.

Ce n'est pas que le capitalisme néolibéral ne cherche pas une voie structurelle de sortie à sa crise d'accumulation. Tel est le sens de l'élargissement de l'accumulation du capital à la sphère du vivant et aux services publics, par les privatisations, pour compenser l'atteinte de la limite absolue de la subsumption des anciennes sociétés non capitalistes. C'est oublier que l'extension géographique permet de boucler le cycle normal du capital en créant à la fois de nouvelles sources de production marchande mais aussi sa réalisation en intégrant d'un seul coup de nouveaux travailleurs-consommateurs arrachés à des modes de production pré-capitaliste, dans le cas de l'impérialisme ancien, ou post-capitaliste, dans le cas du nouvel impérialisme néolibéral.

Par contre, le développement de nouvelles sources d'accumulation au sein d'une aire déjà subsumée par le capital ne fait que soit substituer une source à une

autre, production et réalisation comprises, soit certes reconquérir une source de production perdue à la lutte de classe sous forme de services publics mais sans l'équivalent au niveau de la réalisation. Pire, la contrepartie des coupures et des privatisations étant la suppression ou l'atténuation des déficits publics, à l'exception significative des ÉU afin de financer la guerre permanente du pétrole, et la contre-réforme fiscale, et comme la propension à consommer des gouvernements et des classes populaires est qualitativement plus grande que celle des capitalistes, — la consommation de luxe n'est qu'une fraction de la valeur de la consommation publique ou populaire qu'elle déplace — la réalisation de la valeur s'en trouve réduite.

La consommation de luxe ne peut donc pas être ce « troisième secteur », hors biens d'investissement et hors biens et services de consommation du prolétariat, qui soit la solution au problème de la demande solvable, pas plus à la crise des débouchés du capitalisme néolibéral qu'à celle de la grande crise du capitalisme libéral de la fin du XIX^{ie} siècle où elle fut tentée pour la première fois aux ÉU (le *gilded age*).

Puis, si l'on peut dire, se présenta la solution des guerres mondiales qui effectivement résolu le problème de la demande solvable mais à un haut risque pour la bourgeoisie, tant celui de la défaite que surtout celui de la révolution qui décrocha la Russie puis la Chine du marché mondial qui s'annonçait au tournant du XX^{ie} siècle. Toutefois, la bourgeoisie étasunienne, confrontée tant à la peur du retour de la grande crise des années 30 et à l'intensification de la lutte de classe en résultant qu'à la rivalité du bloc sino-soviétique alors compact, comprit la pertinence d'étendre aux dites classes moyennes, petite-bourgeoisie et couches supérieures du prolétariat, une consommation de luxe dévoyée dite « consommation de masse ». Se rappelant l'efficacité idéologique de la consommation ostentatoire du « *gilded age* », elle sut exploiter à fond le fétichisme de la marchandise comme substitut au bonheur et en même temps, à partir de la guerre de Corée, institutionnaliser une « économie de guerre permanente » dans le contexte d'une guerre froide qu'a conservé et que désormais amplifie le capitalisme néolibéral avec ses guerres chaudes.

Cette solution des trente glorieuses, qui ne fut possible qu'à cause de l'hégémonie incontestée des ÉU tant sur les plans économique et financier que militaire et culturel, a certes créé le mythe d'un capitalisme capable de surmonter le problème crucial de la demande solvable mais au prix de l'enveniment de toute une série de contradictions dont la crise écologique et celle des dettes publiques et du tiers-monde ne sont pas des moindres, sans compter la transformation du colonialisme en néo-colonialisme et la combinaison du travail salarié, ou de subsistance, des femmes à l'esclavage domestique (la double journée de travail). Non seulement l'État dit providence des trente glorieuses a-t-il légué cette série de crises mais, au bout du compte, il n'a pas réglé la contradiction fondamentale du capitalisme, soit cette demande solvable compatible avec un taux d'accumulation permettant le maintien du taux de profit.

À la fin des années 60, le cycle normal du capital ne pouvant plus se boucler à sa valeur, la baisse tendancielle du taux de profit était redevenue réalité.

Cet échec combiné à celui du prolétariat qui s'était laissé prendre au piège de la consommation de masse à l'Ouest, du « socialisme dans un seul pays » à l'Est et du développementalisme au Sud, a pavé la voie au capitalisme néolibéral se présentant comme le retour du capitalisme libéral du XIX^{ie} siècle... plus les monopoles, renommés transnationales, et la financiarisation. Le capitalisme néolibéral, en écrasant sans grande difficulté le mouvement prolétarien, a royalement réussi à rétablir le taux de profit dans les pays impérialistes mais cherche encore la solution au problème de la demande solvable.

L'hyper-développement du secteur financier est devenu en soi un secteur non négligeable de la demande solvable, en symbiose avec la consommation de luxe de ses opérateurs mais aussi par ses investissements immobiliers et téléinformatiques pour son propre auto-développement. Cette hypertrophie ne peut plus simplement être mis au compte d'un travail improductif en soutien à la création de plus-value du travail productif. Il s'agit bien d'un nouveau troisième secteur qui se superpose aux deux premiers, la consommation de luxe et la production d'armements.

Cet empilement dans le troisième secteur pourrait être efficace dans la mesure où le chômage et le sous-emploi de la force de travail et des moyens de production seraient dus à une crise/récession du cycle conjoncturel (*business cycle*). Cependant, aucun pays impérialiste ne s'y trouve au moment d'écrire ces lignes malgré la modestie de la croissance en comparaison à celle fulgurante des grands pays jadis non capitalistes. À cause du consentement de ces nouveaux pays et des États pétroliers à financer le gouffre de la dette extérieure étasunienne, sans compter la fuite des capitaux vers les pays impérialistes, la crise de surproduction larvée ne produit pas encore de crise économique. Ces flux de capitaux du Sud au Nord permettent aux ÉU de soutenir la demande et de financer la guerre du pétrole, non seulement par l'endettement des ménages mais aussi par un important déficit budgétaire, un autre legs keynésien qui jadis a financé la Seconde guerre mondiale puis la Guerre froide.

Chômage et sous-emploi généralisés sont en fait le plein emploi compatible avec une ample armée de réserve de sans emplois nécessaire à une implacable discipline de la force de travail, seule manière de lui imposer de profonds reculs historiques. Le plein emploi néolibéral en est un de flexibilité afin à la fois de maximiser la productivité du travail en l'intensifiant et de réduire le salaire social en répartissant à rabais le salaire privé par la généralisation du temps partiel et du travail informel, d'où le faux message des taux officiels de chômage et d'emploi.

Cette limite est généralement atteinte aujourd'hui dans les pays impérialistes même au sein de l'Union européenne continentale où, parce que le prolétariat

résiste avec plus de succès à l'offensive néolibérale, la bourgeoisie y a déclenché une contre-offensive sévère, particulièrement en France. C'est aussi relativement le cas au Canada, particulièrement au Québec dont le taux de syndicalisation est le plus élevé en Amérique du Nord impérialiste, par rapport aux ÉU d'où l'offensive du Partenariat de sécurité et de prospérité, concocté dans le quasi-secret avec les gens d'affaires depuis 2005, dont le but au nom de l'intégration économique et de la dite sécurité au sein de l'ALÉNA, est d'ajuster la législation et la réglementation canadiennes, commerciale et sociale, sur celles des ÉU jusqu'à et y compris l'union douanière et une monnaie unique.

De toute façon, les politiques keynésiennes, de droite ou de gauche, ne peuvent avoir l'impact structurel de l'annexion impérialiste de zones géographiques nouvelles. Il faut au capitalisme néolibéral une solution structurelle et non conjoncturelle pour maintenir son élan.

Une nouvelle révolution industrielle ?

Une révolution industrielle, en renouvelant de fond en comble le stock de capital fixe — depuis l'avènement de la « société de consommation », il faut aussi compter sur le renouvellement de biens durables — génère une demande solvable par le haut c'est-à-dire en engageant dans la production de moyens de production le capital oisif du point de vue du cycle normal du capital c'est-à-dire le capital engagé dans l'enflure spéculative, dans le crédit étatique et à la consommation sans compter le déplacement du capital productif et improductif des secteurs désuets vers les secteurs dynamiques. Cette injection induit à son tour, par la création d'emploi, une demande solvable populaire supplémentaire que la lutte de classe peut encore augmenter.

Cependant, une révolution des forces productives, pour décoller et entraîner l'ensemble de l'économie mondiale, a besoin de conditions technologiques et politiques particulières qui se résument par la prédominance d'une nouvelle source d'énergie et par la montée de nouvelles puissances impérialistes prétendant à l'hégémonie mondiale. Ce fut l'Angleterre à la fin du XVIII^è siècle pour la première révolution industrielle basée sur la machine à vapeur et les ÉU pour la seconde basée sur le moteur à explosion et sur le moteur électrique.

Cependant, la condition essentielle de la réussite d'une révolution industrielle est socio-économique soit la hausse du taux de profit tout en assurant le bouclage du cycle normal du capital. Cette hausse s'obtient par une hausse du taux d'exploitation, soit par le processus de l'accumulation primitive dans le cas de la première révolution industrielle, soit, pour la seconde révolution industrielle, par la hausse fulgurante de la productivité de la production des marchandises des deux secteurs faisant partie du cycle normal du capital. Cette seconde révolution industrielle, grâce à la standardisation des produits et la production à la chaîne, a évité une hausse de la composition organique du capital, la valeur du capital fixe étant réduite par les nouvelles méthodes de production, tout en permettant une baisse de la valeur d'un identique panier du consommateur, rendant possible la hausse du taux d'exploitation sans baisser le salaire réel.

Les trente glorieuses, quant à elles, ne furent pas induites par une troisième révolution industrielle qui n'eut jamais lieu malgré l'apparition de l'industrie nucléaire qui reste marginale. Elles eurent plutôt comme moteur, comme on l'a vu, la gigantesque mais inachevée lutte mondiale des classes et furent marquées non pas par la montée d'une nouvelle puissance hégémonique mais par la consécration de la domination étasunienne. En creux, on peut parler de l'échec d'une révolution socialiste des forces productives qui n'eut jamais lieu. Au contraire, les économies soviétiques imitèrent en pire les caractéristiques de la seconde révolution industrielle.

Si, malgré tout, les trente glorieuses combinèrent hausse du taux de profit tout en réalisant à sa valeur la production, ce fut parce que l'incontestable hégémonie

étasunienne unifiant le camp impérialiste contre le camp soviétique momentanément renforcé de la Chine permit la reconstruction rapide des puissances vaincues tout en renouvelant le stock de capital épuisé des puissances victorieuses, le tout prolongé par la hausse du salaire réel consentie pour stabiliser la lutte sociale encouragée par la victoire contre le fascisme et la montée révolutionnaire concomitante.

La révolution de la téléinformatique, que suivent celles en marche de la biotechnologie et de la nanotechnologie, qui marque l'ère néolibérale, peut-elle être l'amorce d'une troisième révolution industrielle ? Nul doute que cette révolution technologique, particulièrement visible aux ÉU, ait abaissé les coûts de production de maints secteurs surtout dans les derniers dix ans où son extension hors de la sphère proprement téléinformatique et financière a haussé significativement la productivité du travail envenimant cependant d'autant plus la crise larvée des débouchés.

Reste qu'une révolution des forces productives, pour contribuer significativement à la relève du taux de profit tout en assurant la réalisation du cycle normal du capital, doit d'abord abaisser le coût de reproduction de la force de travail sans affecter le salaire réel. Cependant, la révolution téléinformatique a essentiellement été générée dans le giron de l'industrie militaire afin de satisfaire ses besoins. En effet, l'économie de guerre permanente, née avec la Deuxième guerre mondiale, est devenue la matrice structurante du développement de la technologie : la téléinformatique mais aussi le nucléaire, l'avionnerie, la machine-outil numérique, l'internet. Ce n'est que par ricochet que la téléinformatique s'applique à certains produits participant à la reproduction de la force de travail, ceux d'ailleurs pour lesquels le fétichisme est le plus grand, les produits électroniques.

Cette révolution s'est peu appliquée au logement. Dans la mesure où elle l'a été, elle fut plus que neutralisée par la hausse des coûts des matières premières et surtout par la croissance de la rente foncière. Cette rente n'est bien sûr pas nouvelle mais la concentration prolétarienne dans les méga cités en accroît sans cesse la part relative dans le coût du logement. Quant à ces éléments essentiels que sont le vêtement et surtout la nourriture, ils doivent davantage leur bon marché aux ateliers de misère (*sweat shops*) des zones franches, à la sueur du prolétariat miséreux de la monoproduction agricole du tiers monde (*cash crops*), et à l'épuisement des sols, à la réduction de la biodiversité, à la bio-ingénierie apprenti sorcier et à la pollution des eaux propre aux méthodes de l'agro-industrie qu'à la révolution de la téléinformatique.

Tout récemment, on note d'ailleurs une inflation des prix des produits alimentaires fruit à la fois de l'épuisement des sols, de la dépendance pétrolière de l'agro-industrie et de la pression des soi-disant bio-carburants. On peut d'ailleurs se demander si l'émergente biotechnologie n'accroîtra pas le coût de la reproduction de la force de travail par la surconsommation de médicaments

vendus à des prix monopolistes alors que les sidatiques sans demande solvable du tiers monde en sont privés par le marché.

Pour expliquer cette incapacité du capitalisme à combiner une nouvelle phase d'expansion avec la satisfaction des besoins sociaux, Michel Husson fait l'hypothèse de l'incapacité du capitalisme contemporain à satisfaire ces besoins à ses conditions de rentabilité :

« Le mouvement de fond [de l'économie capitaliste depuis un demi-siècle] est celui qui modifie la demande sociale et la déporte des biens manufacturés auxquels sont associés d'importants gains de productivité vers une demande de services collectifs et peu susceptibles d'être satisfaits sous forme de marchandises comparables à l'automobile. Dans la mesure de la satisfaction de ces besoins pèserait sur la rentabilité du capital, ils sont traités comme une contrainte et donc satisfaits sur la base la plus étroite possible. Et comme les besoins sociaux émanant d'une bonne partie de l'humanité pauvre entrent dans cette catégorie, on assiste à un gigantesque dénie de production à l'échelle mondiale : mieux vaut ne pas produire que de produire en dessous de la norme de profit. » (Séminaire d'études marxistes, page 246)

Comme on l'a déjà mentionné, les services publics sont en effet difficilement susceptibles de standardisation et de travail à la chaîne, quoique l'on s'efforce d'informatiser et d'individualiser l'éducation et même de faire en série certaines interventions chirurgicales, ce qui prépare le terrain à la privatisation. Pour le reste, le service de santé pour couches riches reste un troisième secteur rentable quitte à laisser l'économie sociale prendre en charge le reste.

Non seulement le capitalisme contemporain décrocherait-il des nouveaux besoins sociaux, ce qui signifierait un divorce entre travail concret et travail abstrait mais, plus fondamentalement, la révolution de la téléinformatique pose la question des « biens publics » non pas au sens de production étatique, quoique il y ait corrélation, mais de biens non destructibles par leur consommation courante, à bien distinguer de la consommation productive où la valeur des moyens de production se transmet dans les produits de consommation courante.

La production massive de biens durables avait commencé à poser ce problème. Leur propriété par les ménages individuels, à l'image des entreprises qui sont propriétaires de leur capital fixe, rend leur utilisation peu intensive et même incite à économiser leur usage contrairement aux entreprises qui, aiguillonnées par la loi de la concurrence, ont tendance à en faire un usage efficient sous contrainte du cycle économique,. Un ménage utilise beaucoup moins son automobile ou ses appareils électroménagers qu'une entreprise ses machines... sauf en temps de crise.

La production d'information, administrative, culturelle ou scientifique, sur support électronique, de même que la production de médicaments, aiguise cette contradiction. En termes néo-classiques, ces marchandises ont un coût marginal très faible par rapport à leur coût moyen, c'est-à-dire que leurs coûts variables

sont négligeables par rapport à leur coût fixe. La théorie néo-classique des prix commande de presque les donner, ce qui est incompatible avec la rentabilité capitaliste.

Les transnationales des TIC contournent la difficulté par la distribution de produits incitatifs, la collecte de banque d'informations privées, de pollution publicitaire ou tout simplement par des mécanismes de blocage à clef payante. Ce n'est plus là de la production efficiente. Dans le domaine médical, le médicament se vend un ou deux ordres de grandeur au-dessus de son coût strict de fabrication pour payer non seulement la très coûteuse recherche-développement mais plus encore les immenses frais de marketing.

C'est donc dire que services collectifs et biens publics sont autant de faillites du marché qui s'ajoutent à celles déjà connues du dépérissement des ressources naturelles non reproductibles, au point où le « pic » de la production pétrolière est ou sera bientôt atteint, et des pollutions qui ont désormais atteintes le niveau de la reproduction de la biosphère. La limite géographique du capitalisme subsumé étant à la veille d'être atteinte, la révolution des forces productives basée sur la satisfaction des besoins humains paraissant hors de portée, quelle porte de sortie reste-t-il au capitalisme qui pourrait prendre une autre forme que le capitalisme néolibéral ? Il fallait y penser : prétendre corriger ses propres turpitudes.

L'effet de serre, planche de salut du capitalisme ?

L'explosion exponentielle de l'accumulation du capital des trente glorieuses et celle contemporaine des nouveaux pays capitalistes testent les limites physiques de la disponibilité des ressources naturelles à bon marché et celles de l'équilibre de l'écosystème terrestre. Le quatrième rapport des experts de l'ONU ne permet plus de jouer à cache cache même pour le capitalisme le plus entêté. Non seulement menacent la révolte d'en bas, y compris dans les pays impérialistes, mais surtout, d'un point de vue capitaliste, celle de la destruction du capital accumulé tant par des événements catastrophiques, à la Katrina ou même des canicules qui paralysent la force de travail, que par des bouleversements permanents, tel la hausse des océans, dont l'horizon se rapproche plus vite que prévu. Pour le capitalisme, c'est *if you can't beat them, join them*.

Ces chambardements leur offrent l'occasion d'ouvrir un gigantesque nouveau champ d'accumulation dont le rôle équivaldrait à celui des budgets militaires mais avec l'avantage de pouvoir justifier plus facilement une baisse du salaire réel, privé et social, afin de combattre, cette fois-ci, une menace réelle et non pas une guerre contre le terrorisme sciemment provoquée et soigneusement entretenue. On aura beau blâmé le capital pour l'effet de serre, nous dira-t-on, le mal est fait et il faut vivre avec... et la majorité prolétarienne des pays impérialistes aura participé à la fête de la marchandise reine le temps qu'elle aura duré. Cette majorité pourrait être d'autant tentée d'abdiquer envers le capital que celui-ci essaiera de surtout faire passer à la caisse le prolétariat du tiers monde comme c'est maintenant le cas.

La hausse consentie du taux d'exploitation dégagerait la plus-value nécessaire pour financer les immenses investissements dans, par exemple, les puits de carbone et dans les ensemencements du ciel et des mers quitte à ce que l'État arbitre les querelles inter-capitalistes sur la distribution de la plus-value entre les complexes — auto/pétrole/bungalow, militaire/industriel/sécuritaire/TIC et le nouveau écologie/bio-technologie/nanotechnologie — et sur les méthodes de financement — taxation du carbone, privilégiant l'interventionnisme étatique direct, ou marché du carbone, privilégiant les rapports de force entre transnationales, tous deux réduisant la question écologique à une affaire de gros sous au bénéfice des pollueurs argentés.

Cette mutation capitaliste est l'alternative à la réduction de la consommation d'énergie donc à la substitution du transport public à l'automobile, de la cité densifiée et mixte aux banlieues de maisons unifamiliales, et surtout du temps de travail réduit sans baisse de revenu à l'augmentation et à l'intensification du temps de travail. Car accumulation du capital et réduction de production sont antinomiques. Cette dernière, cependant, n'a pas à nécessairement s'appliquer à la consommation courante. Si le prolétariat y consent, une hausse du taux d'exploitation est possible tout en assurant la réalisation de la production finale à sa valeur hors du secteur de la consommation populaire. Ce nouveau

« troisième secteur », s'ajoutant à la consommation de luxe, à l'économie de guerre permanente et à l'hypertrophie du secteur financier (et même commercial), viendrait résoudre la contradiction entre croissance exponentielle du capital fictif et croissance linéaire du capital lié au cycle normal du capital que tous les observateurs ont constaté depuis le début de l'ère néolibérale.

S'annonce une opération sauvetage de la planète par des investissements colossaux ou bien financés par l'État, sorte de gigantesque partenariat public-privé, ou bien par l'arbitrage des marchés des droits de polluer régulés par l'État, tous deux sur la base de l'appauvrissement général du prolétariat, sauvetage qui, cependant, sera différencié nationalement et par couches sociales pour entretenir la division. L'État néolibéral, loin d'être non interventionniste, doit être un État fort pour à la fois arbitrer les conflits au sein de la bourgeoisie et surtout pour réprimer et guerroyer... quitte à systématiquement sous-traiter jusqu'à et y compris ses fonctions essentielles, la répression et la guerre.

On peut parier que cette solution, comme les autres avant elle, ne fera qu'envenimer les contradictions du capitalisme et amplifier les guerres. Le piège, que tend le capitalisme est de marginaliser réduction et efficacité énergétique en faveur des énergies douces, ou pire des pseudo énergies douces comme l'éthanol et l'hydroélectricité sans oublier l'hydrogène qui n'est qu'une source secondaire. Cette parade ne modifie pas substantiellement le mode de production et de consommation, sachant fort bien que ces énergies douces, éolien et solaire, ne feront que s'ajouter aux hydrocarbures et au nucléaire au lieu d'être un complément à la réduction/efficacité énergétique. La combinaison efficacité énergétique et énergies douces, nouvelle révolution énergétique, annonce une troisième révolution industrielle à laquelle il faut, pour la mettre en œuvre, une nouvelle puissance sociale.

Une stratégie d'indépendance prolétarienne et populaire

Toute cette analyse serait bien inutile si elle n'avait pas d'implications stratégiques en termes de buts à atteindre, d'alliances de classes et de couches, de liens internationaux et d'orientation programmatique pour y arriver. Ces points seront formulés sous forme de thèses découlant de l'analyse et centrées sur le Québec.

1. La financiarisation, comme caractéristique du capitalisme néolibéral, est la conséquence ultime du développement des contradictions capitalistes, l'exutoire d'une plus-value à la recherche de valorisation en dehors du cycle normal du capital. Paradoxalement, elle est aussi le moyen pathétique de réaliser le cycle normal du capital — tout en maintenant un haut niveau de profit par le parasitage à grande échelle de la plus-value — en soumettant ce cycle au cycle de l'argent par l'effet de richesse de la spéculation, par un crédit à la consommation poussé à son paroxysme et même par l'auto-développement du capital financier en troisième secteur s'ajoutant et recoupant les énergivores et polluantes consommation de luxe et économie de guerre permanente.
2. Toute lutte contre la financiarisation qui n'est pas aussi une lutte anticapitaliste rate sa cible car la financiarisation lui est indispensable tant pour le maintien du taux de profit, à défaut d'entraîner une grève des investissements, et pour le bouclage du cycle normal du capital, à défaut de causer une profonde crise de surproduction. En ce sens, prôner le retour à un vertueux « capitalisme industriel » à la trente glorieuse, national ou mondial, populiste ou sous forme d'un « plan Marshall », est une utopie réactionnaire : une utopie car ne résolvant pas la crise fondamentale du capitalisme comme la faillite des trente glorieuses l'a démontré ; réactionnaire car prônant un retour en arrière qui n'avait résolu ni l'exploitation, ni l'oppression et ni la domination du capital, tant s'en faut. C'est surtout oublier que les trente glorieuses ne furent possibles qu'à cause du rapport de forces pré-révolutionnaire de la fin de la Deuxième guerre mondiale. Il en coûte aujourd'hui très cher à l'humanité d'avoir raté, au XX^{ie} siècle, plusieurs tournants révolutionnaires, particulièrement après chacune des deux guerres mondiales.
3. Certes, le capitalisme néolibéral s'enfonce dans ses contradictions en particulier en aggravant chômage, pauvreté, inégalités et répression, en approfondissant la guerre du pétrole et en l'élargissant à celle de l'eau au fur et à mesure de la détérioration de l'écosystème terrestre. Il est donc inévitable qu'il suscite une riposte de grande ampleur. Cependant, le seul et unique ciblage de la financiarisation n'apporte pas d'alternative au capitalisme néolibéral, par là le renforçant car mettant en évidence sa capacité de système fonctionnel même réactionnaire et contradictoire.

4. La seule lutte contre la financiarisation, c'est-à-dire contre le capital financier incarné dans les transnationales, sans perspective anti-capitaliste invite par le fait même à réformer le capitalisme néolibéral pour le transformer en un impossible capitalisme écologique et social encadré par l'État, solution prônée par exemple par le « Manifeste des solidaires ». Si cette orientation prévalait, le capitalisme néolibéral muerait mais, par exemple, en une forme de capitalisme autoritaire « écologique » ou même à une sortie ultra droite du capitalisme.
5. Le but stratégique ne saurait être que le renversement du capitalisme en commençant par l'expropriation du noyau dur du capital financier soit les institutions financières et les fonds d'investissements. Il ne s'agit pas, par contre, de répéter le catastrophique socialisme réellement existant du XX^{ie} siècle à laquelle aboutirait toute étatisation sans socialisation. Au-delà du slogan, il y a une démocratie participative à inventer qui soit garantie par le nouvel État socialiste lui-même débureaucratisé selon la généralisation de la formule des garderies populaires autogérées par leurs travailleuses et leurs usagers jusqu'à et y compris le budget de l'État décidé lui aussi par un processus de budget participatif que la gauche du PT brésilien a initié mais dans des limites fort étroites ce qui a permis une facile récupération.
6. Nul doute qu'une orientation semblable doit aussi s'appliquer à la gestion et à l'exploitation des richesses naturelles, la bureaucratie de l'État capitaliste gérant ces richesses ayant amplement prouvé qu'elle le fait au bénéfice du pillage des transnationales tout comme généralement de ses complexes auto-bungalow et militaro-sécuritaire. De même, le capitalisme ne pouvant satisfaire efficacement et universellement le besoins de « biens publics » et de services publics, étant surtout incapable de préserver les grands équilibres écologiques, il revient à l'État socialiste de combler ces besoins y compris pour les médicaments, pour le réseau Internet et pour les moyens d'information et de culture, toujours sur la base de la démocratie participative et d'une expropriation préalable des transnationales et des monopoles nationaux les contrôlant.
7. Quelles sont les classes ou couches qui ont intérêt à défendre le capitalisme ? Celles dont l'ampleur de la propriété privée des moyens de production leur accorde le contrôle des décisions économiques et politiques stratégiques telles la répartition de l'épargne, nationale et internationale, entre placements et investissements, entre l'intérieur et l'extérieur, celle des investissements entre infrastructures et industries, celle des infrastructures entre santé, éducation, etc., des industries entre le secteur des biens et services de consommation courante et le plus en plus vaste troisième secteur, de la répartition géographique des investissements, des méthodes de production, de la répartition entre salaires et profits, des politiques sociales, fiscales et étrangères. Soit au plus 1% de la population canadienne. Selon William K. Carroll (Corporate Power in a Globalizing

World, Oxford University Press, 2006), le noyau dur strictement économique de cette élite au Canada en 1996 comprenait moins de 500 personnes auxquels il faudrait ajouter l'élite politique et idéologique donc probablement plus ou moins un millier de personnes formant le noyau dur du capital financier canadien.

8. Quelles sont les classes et couches qui sont ambivalentes face au capitalisme néolibéral ? La grande bourgeoisie a besoin, techniquement et politiquement, d'une technocratie bureaucratifiée, particulièrement versée dans les tâches administratives, pour gérer son réseau d'entreprises et d'institutions économiques, politiques et idéologiques, y compris son État. Elle a aussi besoin d'une moyenne bourgeoisie de propriétaires de PME tant comme fournisseurs, sous-traitants et franchisés prêts à encaisser le pire du *business cycle* tout en étant les pires gardes-chiourme anti-syndicaux et violateurs de réglementation environnementale pour cause de compétition coupe-gorge, que pour occuper les créneaux les moins subsumés au capital, particulièrement dans les services personnalisés visant les classes riches et moyennes supérieures mais aussi, à travers une « économie sociale » subventionnée par l'État et les fonds privés de charité, les couches inférieures touchées par les coupures des services publics.
9. Se pose finalement le problème de la couche la plus pauvre du prolétariat dépendant structurellement de subventions publiques et de charité privée pour survivre. Tant que le prolétariat est politiquement faible, de par sa vulnérabilité, cette couche demeure une masse de manœuvre pour la bourgeoisie qui peut la neutraliser et même la mettre à son service, surtout électoralement, pour un plat de lentilles. En aucun cas, les anti-capitalistes ne peuvent s'appuyer sur cette couche, prompte à la colère sans lendemain et facilement récupérable, tout comme parfois aussi les petits et même moyens propriétaires des PME durement frappés par le libre-échange, comme partie prenante d'une stratégie de prise du pouvoir.
10. Il s'agit de les gagner à la cause du socialisme, tout au moins de les neutraliser, par des revendications spécifiques mais toujours dans le cadre d'un affaiblissement du capitalisme et de la perspective du socialisme. Est à éviter l'institutionnalisation du parasitisme social genre « revenu de citoyenneté » qui en plus renforce le marché aux dépens des services publics et des authentiques programmes sociaux liés directement ou indirectement au travail ou à son absence. De même, favoriser les PME est dans la majorité des cas aussi favoriser les transnationales dont elles dépendent ou appuyer les efforts de certaines à devenir elles-mêmes de grandes entreprises prétendument nationales particulièrement dans des sphères à la mode telles l'éolien. Si le soutien à la couche la plus pauvre du prolétariat peut nécessiter des subventions généreuses pour pallier à la plaie du chômage, surtout pour détruire cet outil de discipline implacable,

par exemple un « revenu minimum garanti », il faut lui préférer les plus solidaires services publics et les programmes publics de création d'emploi, par exemple la construction massive de logements écologiques sociaux. Si l'aide aux PME peut être incontournable dans certains cas, elle doit alors être accompagnée de conditions spécifiques étroitement contrôlées et même de participation étatique ou sociale à la propriété.

11. Quelles sont les classes et les couches sociales qui ont un intérêt objectif à renverser le capitalisme ? Celles qui doivent vendre directement ou indirectement leur force de travail au capital pour vivre ou qui dépendent de ses subventions ou de sa charité, soit de 80 à 90% de la population tout au moins dans les pays impérialistes. Ce vaste ensemble est fort diversifié en termes de revenus, de statuts, de secteurs sans compter les divisions oppressives de nationalité et de genre. Pour dominer, la bourgeoisie a appris depuis longtemps à diviser pour régner. La grande tâche stratégique est d'unifier le prolétariat qui forme depuis peu la majorité de l'humanité et la très forte majorité dans les pays impérialistes depuis longtemps.
12. Aucun changement stratégique n'est possible sans ceux et celles qui produisent directement la plus-value — particulièrement ceux et celles qui transportent les marchandises, goulot d'étranglement dans le cycle normal du capital entre production et réalisation, ce qu'avaient parfaitement compris les réactionnaires anti-Allende et, dans l'autre sens, les piqueteros argentins qui bloquaient les routes — parce qu'ils ont la capacité de frapper au cœur le capital. Dans les pays impérialistes, ces prolétaires productifs sont les plus durement frappés par le capitalisme néolibéral lequel tente de diviser le monde entre les ateliers de misère du tiers monde, principale source mondiale de la plus-value, et les centres financiers, de gestion, de domination militaire, de mise en marché... et de consommation des grands pays impérialistes.
13. Au Québec, cette mise à l'écart du prolétariat productif de plus-value se double d'une crise manufacturière, la pire des provinces canadiennes, causée par la place subordonnée du Canada comme fournisseur de matières premières des ÉU au sein de l'ALÉNA et des autres puissances impérialistes, place qui, combinée avec la dévaluation du dollar vis-à-vis de toutes les autres monnaies impérialistes, commande le taux de change du huard. Comme si cela ne suffisait pas, la crise des ressources naturelles renouvelables en région, sauf l'hydro-électricité et l'aluminium cependant peu producteurs d'emploi, qui ont tant été pillées qu'elles ne se renouvellent plus, entraîne une crise majeure des très importantes industries de la forêt et de la pêche.
14. Une politique anticapitaliste conséquente requiert une défense intransigeante des industries productrices de plus-value non seulement parce qu'il faut défendre l'emploi en général, particulièrement celles

général de relatifs bons salaires, mais parce que la participation des prolétaires de ces industries est indispensable pour renverser la bourgeoisie comme l'a démontré, en creux, leur absence de mobilisation dans la situation pré-révolutionnaire d'Argentine en 2000-2001 ou même au Brésil pour empêcher le tournant néolibéral du PT, ou encore lors du mouvement opposé à la contre-réforme des retraites en France en 2003.

15. La difficulté de mobiliser ces milieux et leur relative fermeture aux idées de gauche, tant par rapport au secteur public, du moins avant la défaite stratégique de décembre 2005, que par rapport aux milieux étudiants et des groupes populaires, ne doit pas étonner. Connaissant d'instinct leur force potentielle, la bourgeoisie sait y entretenir la menace de la compétitivité destructrice d'emplois laquelle est bien relayée par une bureaucratie syndicale particulièrement concertationniste, sans compter la pénétration de ces milieux par une culture commerciale débilite souvent macho. Le machisme sur fond de fétichisme qui réifie le corps de la femme, tablant sur la question non résolue de l'esclavage domestique, est avec le nationalisme la cause de la plus profonde division du prolétariat.
16. À l'autre bout du spectre, le prolétariat des services publics, parce que ce secteur peut difficilement être subsumé par le capital et parce que le rapport de forces des trente glorieuses a permis son étatisation quasi complète et son extension, a été au Québec jusqu'à au moins décembre 2005 le fer de lance du syndicalisme combatif. Il risque maintenant le démantèlement par la privatisation directe et indirecte des soins de santé et par l'extension des écoles privées et des écoles publiques élitistes.
17. Ce bastion du syndicalisme reste le maillon clef de la chaîne prolétarienne tant pour préserver et pour améliorer le salaire social, puissant facteur d'égalité et de solidarité, que pour être le relais pour l'unification combative du prolétariat productif de la manufacture et des transports/communications de même que pour la syndicalisation du prolétariat improductif de la partie des sphères commerciale et de la finance la plus subsumée par le capital telles les institutions financières et les chaînes souvent franchisées. Quant au prolétariat du troisième secteur, y compris l'hypertrophie de la finance et du commerce, est à développer une perspective de reconversion en biens et services socialement utiles particulièrement de l'industrie de l'armement.
18. Dans le cadre d'un marché mondial dominant les marchés nationaux, ce qui est particulièrement le cas pour les économies canadienne et québécoise surtout depuis leur incorporation dans l'ALÉNA et avec la menace du PSP, l'unité prolétarienne se conçoit comme une unité internationaliste contre un ennemi transnationalisé y compris la bourgeoisie canadienne grande exportatrice de capitaux et sa branche québécoise dont les petits empires Desmarais, Bombardier et Québecor ont depuis longtemps dépassé les marchés québécois et canadien. C'est là le sens

profond du mouvement du Forum social mondial (FSM) qui a renouvelé l'internationalisme en encadrant une lutte mondiale contre la guerre et contre la dette même si, empêtré dans le piège de la réforme du capitalisme et des grands happenings, il est à la recherche d'un second souffle.

19. Ce n'est pas un hasard que le mouvement FSM ait ciblé principalement la guerre, dont découlent la répression des non-blancs et la violence contre les femmes, et le libre-échange, dont découlent les inégalités et la pauvreté particulièrement des femmes, principalement la dette nationale et la dette publique qui en sont les principaux outils de discipline du peuple travailleur. S'ajoute désormais la lutte pour la préservation de l'écosystème terrestre, principalement contre l'effet de serre, encore mal intégrée au nouvel internationalisme du FSM.
20. Au Québec, ces deux aspects de la mondialisation capitaliste ont pris la couleur de la guerre d'Afghanistan comme appui déterminant à la guerre du pétrole, et de la privatisation des services publics comme suite à la politique du déficit zéro dans le cadre de l'ALÉNA et du projet du PSP. Quant à l'aspect écologique, s'il passe au Canada par la lutte contre le développement des sables bitumineux comme condition essentielle au respect des normes minimalistes de Kyoto, et non pas leur transformation au Canada comme le pose la gauche nationaliste canadienne, et la fermeture des centrales aux charbons et nucléaires ontariennes, au Québec la lutte écologique passe le refus de transformer le Québec en plate-forme exportatrice d'exploration, de production, de transport ou d'entreposage d'énergies fossiles, nucléaires et hydro-électriques dont la pointe sont la construction de nouvelles centrales, grandes ou petites, et de ports méthaniers, dans le cadre d'un strict respect de Kyoto et de son dépassement.
21. Le déchaînement impérialiste guerrier du capitalisme néolibéral a durement porté atteinte à l'indépendance et à l'autonomie des nations. Cela est particulièrement le cas au Moyen-Orient, centre névralgique mondial de la production pétrolière et plaque tournante géopolitique tant par rapport à la guerre de reconquête colonialiste de l'Iraq et de l'Afghanistan qui pourrait s'étendre à l'Iran que par rapport au peuple-prison palestinien dont le sort est bien pire qu'un bantoustan d'où on pouvait sortir pour travailler et qu'on ne bombardait pas, sort qui se rapproche d'un gigantesque camp de concentration. La lutte de pointe des peuples latino-américains qui entrouvrent un nouveau socialisme est par le fait même une lutte pour une seconde indépendance, une indépendance vis-à-vis de l'impérialisme qui nécessite une rupture de l'isolement national, la perspective d'un marché national étant devenu une autre utopie réactionnaire, vers une vaste union politico-économique latino-américaine et des Caraïbes dont l'ALBA est la clef.

22. C'est dans ce nouveau cadre internationaliste que se pose la question de l'indépendance du Québec à la fois comme revendication du prolétariat de l'État canadien parce que l'oppression du peuple québécois est le maillon faible de la domination de la bourgeoisie canadienne et comme revendication charnière de la lutte de libération nationale et sociale du peuple québécois afin qu'il puisse participer en toute liberté et en toute égalité à la lutte mondiale des peuples contre le néolibéralisme guerrier. La lutte indépendantiste du peuple québécois restera dans le cul-de-sac péquiste tant qu'elle s'assignera comme but la construction devenue passiviste d'un marché national au bénéfice d'une petite et moyenne bourgeoisie aspirant à se tailler une place dans le marché mondial comme grande bourgeoisie impérialiste sur le dos du peuple québécois, des peuples amérindiens et des peuples du monde.
23. L'alternative au souverainisme nationaliste du PQ, et encore plus à l'autonomisme duplessiste de l'ADQ auquel désormais se moule le PLQ sans état d'âme, c'est l'indépendantisme internationaliste contre la domination fédéraliste d'Ottawa, cadre politique concret de la domination du capital financier. Les anticapitalistes du Québec se situent dans ce cadre stratégique comme partie prenante de l'International idéologique des socialistes du XXI^è siècle en attendant sa mise sur pied organisationnelle qui tarde trop.
24. À qui s'en remettre pour diriger cette lutte une fois écartées petite et moyenne bourgeoisies et encore plus une inexistante grande bourgeoisie québécoise qui n'existe que sous la forme d'une branche, plus importante qu'il y a une génération il est vrai (voir William K. Carroll déjà cité), de la grande bourgeoisie canadienne ?
25. Ce serait une illusion que de s'en remettre au peuple en général que le capitalisme, en particulier le capitalisme néolibéral, a fait éclater en dizaines de couches disparates. Ce serait là tomber dans le piège du spontanéisme des « multitudes » dont les luttes convergeraient sans besoin de coordination centrale et surtout de direction politique vers le renversement du capitalisme planétaire sans feux ni lieux nationaux. L'échec argentin, malgré l'héroïsme du prolétariat chômeur qui se souvenait de sa solidarité apprise dans le giron syndical, et même brésilien, malgré les luttes acharnées et patientes des paysans sans terre, a démontré en creux un acquis bien connu du mouvement prolétarien international, que c'est le prolétariat organisé qui peut seul mener à bien une indépendance socialiste en autant qu'ait émergé principalement de son sein une direction politique.
26. Dans les pays impérialistes, et même mondialement, le prolétariat organisé, particulièrement celui productif, est en panne de mobilisation et encore plus de capacité dirigeante. Comme on l'a vu, cela s'explique par l'intensité

compétitive féroce dans les secteurs productifs suite au libre-échange mais aussi politiquement par la capitulation, durant les trente glorieuses, des couches supérieures du prolétariat organisé, au piège polluant et individualiste de la consommation de masse, au lieu de s'en tenir à la tradition prolétarienne de la réduction du temps de travail une fois assuré un salaire et des conditions de travail décentes et stables. S'étant laissé laminé par le corporatisme, le syndicalisme des secteurs productifs a laissé l'initiative au nouveau syndicalisme combatif du secteur public qui à son sommet a certes entraîné une partie du syndicalisme ancien mais qui, n'étant pas producteur de plus-value, ne pouvait que plafonner.

27. Il appartient pourtant au prolétariat organisé, principalement son secteur productif de plus-value, de diriger le peuple québécois vers l'indépendance socialiste. Il n'y a pas de recettes miracles pour remobiliser ce prolétariat. On peut cependant songer à deux tactiques complémentaires pour y arriver. La première est de mobiliser les couches les plus facilement mobilisables et les inviter consciemment à tendre la main au prolétariat productif dans des luttes communes pour lesquelles il a un intérêt évident mais non corporatif. La deuxième est de construire cette direction politique anticapitaliste basée principalement sur le prolétariat organisé et, autant que possible, productif.
28. Dans la conjoncture récente, on a constaté que le mouvement étudiant, qui a fait en 2005 la grève la plus longue et la plus large que ce mouvement eut jamais fait au Québec, mais qui a raté sa jonction avec le mouvement syndical pourtant lui-même en lutte, est peut-être la couche la plus susceptible à se mobiliser. Au Québec, non seulement cette couche s'est-elle élargie tout en se prolétarisant avec les trente glorieuses, mais elle a contribué et bénéficié de la lutte sociale tant prolétarienne que petite bourgeoise pour la modernisation du Québec, dite « révolution tranquille », mais dont la petite bourgeoisie a su prendre la direction devant l'incapacité du jeune prolétariat à s'organiser politiquement en toute indépendance. Rien de plus normal que la large gente étudiante prolétarisée, particulièrement dans les cégeps et à l'université publique du Québec, ne réagisse fortement aux politiques néolibérales l'affectant durement.
29. Rendu confiant par la défaite sans combat du syndicalisme du secteur public en décembre 2005 suivi du recul du mouvement écologiste, le gouvernement québécois remet en cause la gratuité scolaire. Le mouvement étudiant sera-t-il capable de se remobiliser tout en invitant au moins les syndicats de l'éducation à respecter leurs lignes de piquetage pour une revendication de gratuité scolaire dont la portée sociale est générale ? On peut aussi signaler les syndicats du transport public, surtout à Montréal, qui comme en France en 1995 ont la capacité d'arrêter la machine à profit mais qui n'auront le soutien public que s'ils donnent la priorité à la lutte contre la privatisation et à l'amélioration du transport

public, y compris sa gratuité, au-delà des revendications de la convention collective. Ceci dit, l'impulsion pourrait aussi bien venir d'ailleurs dont le mouvement anti-guerre ou le mouvement écologiste ou le mouvement anti-PSP ou de quelque imprévisible affaire Dreyfus.

30. Impulsé par la première vague du mouvement altermondialiste combinant Marche des femmes, Sommet populaire de Québec et grande manifestation anti-guerre, un nouveau parti politique, Québec solidaire, s'est fondé sur la base de la grande défaite sans combat du syndicalisme du secteur public, moteur historique du mouvement prolétarien au Québec depuis les années 60. La composition sociale de ce parti de même que son orientation et sa direction politiques en sont profondément marquées. On y retrouve peu de militants syndicaux mais quelques bureaucrates de gauche écartés tant de la direction des centrales syndicales que de celle de Québec solidaire, peut-être pour se rendre sympathique à la direction ultra concertationniste des centrales vaurée dans leurs fonds de capital de risque dit faussement « fonds de solidarité », lesquels sont grassement subventionnés par l'État, rattachant ainsi cette direction au capital financier.
31. La direction de Québec solidaire s'était signalée, alors qu'elle dirigeait les deux organisations politiques fondatrices de ce parti, par son abandon de toute politique de la rue en faveur du seul électoralisme. La direction d'Option citoyenne issue de la Marche des femmes, tout comme les directions syndicales, avait immédiatement abandonné la rue après la défaite de la revendication du salaire minimum à 8.50\$ en l'an 2000 alors que cette revendication commençait à s'enraciner, abandon d'ailleurs qui a beaucoup fait reculé le mouvement québécois des femmes alors un leader mondial. Quant à la direction de l'UFP, elle avait refusé, malgré une décision de sa base en sens contraire, toute critique de la stratégie suicidaire concertationniste des directions syndicales et toute promotion de la nécessité de la grève générale alors que les bases syndicales du secteur public avaient clairement manifestés tant dans la rue que par vote leur volonté d'aller jusqu'à une grève générale au moins du secteur public.
32. Ne reste de l'impulsion originale de l'antilibéralisme que le discours du dimanche. Exit le rejet des ententes de libre-échange dont l'ALÉNA et l'OMC. Exit le rejet des accords militaires dont l'OTAN. Il a fallu une crise de la direction et deux démissions et une colère de la base pour que la direction imite sur le tard le NPD fédéral en prenant partie pour le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan pour ne plus ensuite en parler jusqu'à la mort des premiers soldats québécois. Comme politique internationale, la direction a plutôt proposé « *...la promotion de la négociation plutôt que la guerre dans les situations des conflits...* », formulation heureusement non encore sanctionnée par le Conseil national, qui met l'agresseur et l'agressé, l'impérialisme et le conquis ou l'occupé sur le même pied sans prendre aucune position concrète même pas de réitérer

la demande de retrait des troupes de l'Afghanistan avant que la conjoncture ne les y oblige.

33. La plate-forme de Québec solidaire ne comporte aucune rupture avec le capitalisme financier, louangeant même dans son commentaire les vertus anti-inflationnistes du marché mondial et abandonnant à son sort l'industrie manufacturière c'est-à-dire le prolétariat producteur de plus-value. La plate-forme promeut plutôt la PME et l'économie sociale dépendantes du capital financier, se contentant de revendiquer un salaire minimum moindre que ce que le gouvernement Libéral de l'Ontario vient de concéder suite aux pressions des syndicats et groupes populaires. Sa direction a renié la revendication de la nationalisation de l'éolien imposée par la base en disant qu'elle ne concernait pas les actifs en place, sans doute seulement le vent, faisant même un parallèle mensonger avec la nationalisation historique des actifs hydroélectriques. Pour faire parade, elle revendique un Pharma-Québec qui cependant ne touchera pas aux importantes transnationales pharmaceutiques du Québec ne proposant même pas la re-nationalisation de Biochem-Pharma dont la britannique Shire vient de fermer les laboratoires lavallois en 2006.
34. La composition sociale de Québec solidaire est lourdement lestée de militantes mais aussi de petits bureaucrates du mouvement populaire des quartiers relativement pauvres des grands centres urbains de même que d'employés de l'État ou de croyants liés directement ou indirectement aux couches les plus pauvres. Sa base politique est moins le prolétariat productif et improductif, au sens de la plus-value, que la petite bourgeoisie radicale démocrate des quartiers centraux des grandes agglomérations urbaines et les chrétiens de gauche et humanistes des banlieues. Cette couche sociale, bien positionnée dans le système mais mal à l'aise devant les couches les plus pauvres, très durement frappées par les politiques néolibérales, qu'ils représentent ou défendent ou auxquelles elle est autrement liée, car impuissante à leur obtenir des gains significatifs, ont opté pour l'électoratisme comme substitut à la mobilisation dans la rue.
35. Le but politique de la direction de Québec solidaire est moins le bouleversement du capitalisme néolibéral que son amélioration sociale libérale au bénéfice des couches les plus pauvres dont le résultat sera d'en faire, à la Lula, des clients du capitalisme néolibéral dont la direction de Québec solidaire serait l'intermédiaire obligé. La peur de changer les paramètres sociaux est à ce point forte que la direction a pratiquement abandonné la revendication de l'indépendance, sauf à concéder du bout des lèvres un tiède « souverainisme » à la majorité de sa base, souverainisme qu'elle avait même oublié de mentionner dans sa proposition initiale de plate-forme, sans parler du refus de défendre le droit à l'autodétermination des nations amérindiennes jusqu'à et y compris l'indépendance donc mettant en cause s'il le faut l'intégrité territoriale de la

province canadienne du Québec. Comme parade, elle propose sans état d'âme une assemblée constituante sans aucun but, ni national ni politique ni social, et dont le processus, sous prétexte de démocratie participative et d'électoratisme est complètement décroché de la lutte sociale.

36. Tant l'appareil syndical, avec ses bureaucrates et autres permanents, que les militants syndicaux y compris ses apprentis-bureaucrates, appuient majoritairement dans la joie ou dans la honte le PQ. Une fraction d'entre eux est même regroupée très visiblement dans un collectif du PQ, le SPQ-libre, où il s'est rendu compte de son influence marginale. Auparavant dans un cul-de-sac programmatique dans ce parti nationaliste petit bourgeois promouvant la souveraineté-association au lieu de l'indépendance, ils sont de plus en plus dans un cul-de-sac électoraliste depuis les dernières élections. On peut prévoir qu'ils s'en détacheront en masse tôt ou tard, ce qu'il faut fortement encouragé.
37. Les autres partis, y compris les Verts, n'étant pas une option, rallieront-ils Québec solidaire ou, repoussés par la pusillanimité de la direction de Québec solidaire, tenteront-ils de former un nouveau parti ou les deux à la fois à la mode d'Option citoyenne vis-à-vis l'UFP ? Il faut encourager leur ralliement à Québec solidaire non pas parce qu'ils feront de ce parti un parti anticapitaliste — ce serait immédiatement plutôt le contraire — mais parce qu'ils rééquilibreront ce parti vers les intérêts du prolétariat organisé tout en unifiant toutes les couches prolétariennes et surtout que leur articulation politique et leur altérité feront de l'air en ouvrant le débat politique — l'ex-direction de l'UFP avait eu cette opportunité vis-à-vis Option citoyenne mais a préféré se soumettre au nom de l'unité et de l'électoratisme — ce qui ne peut qu'être bénéfique pour les anticapitalistes.
38. Devant la capitulation à la direction de Québec solidaire des petits groupes se réclamant de Marx et de Trotski ne reste plus aux anticapitalistes qu'à se regrouper tant à l'intérieur et qu'à l'extérieur de Québec solidaire afin de promouvoir un programme pour l'indépendance socialiste du Québec. Ce dérapage de la gauche anticapitaliste québécoise organisée n'est pas sans rappeler celle de la même gauche mexicaine au moment de la fondation du PRD et même celle brésilienne lors du tournant droitier du PT au milieu des années 90. On est loin ici du courage de la gauche anticapitaliste fondatrice du PSOL brésilien, réalisant sur le tard son erreur, ou celle italienne en processus de rupture avec le parti de la Refondation communiste qui a capitulé devant le social libéralisme ou même de celle allemande regroupant les anticapitalistes au sein et en dehors du nouveau parti de la Gauche pourtant autrement plus radical que Québec solidaire — son porte-parole et ancien ministre des finances va jusqu'à prôner la grève générale il est vrai dans un contexte de re-mobilisation sociale — et soutenant les membres démissionnaires de Berlin dénonçant la collusion de la branche de ce parti avec le parti social-démocrate local.

Approfondissement de certaines thèses sur mon site personnel, marcbonhomme.com

- Les élections québécoises, un quatrième tournant depuis 1867, 2007
- Les manifestes des « lucides » et des « solidaires »... Ni lucide ni solidaire... mais capitalistes, 2005
- La nostalgie de l'État providence, 2004
- Perspective québécoise, Nation et impérialisme néolibéral, 2002

Annexe

Karl Marx, Le Capital - Livre premier, Le développement de la production capitaliste, VII° section : Accumulation du capital, Chapitre XXV : Loi générale de l'accumulation capitaliste, V. - Illustration de la loi générale de l'accumulation capitaliste, f) Irlande. (extraits)

« La diminution [de la population] commença avec la famine de 1846, de telle sorte que l'Irlande, en moins de vingt ans, perdit plus des cinq seizièmes de sa population... Le dépeuplement a enlevé à la culture beaucoup de terres, a diminué considérablement le produit du sol... [Si le produit diminue aussi relativement, par âcre, on ne doit pas oublier que pendant un siècle et demi l'Angleterre a indirectement exporté le sol irlandais sans même laisser à ses cultivateurs les moyens de remplacer les constituants du sol épuisé. (ma traduction de la note 23 de l'édition de Vintage Books de 1976, New York)]

« Dans le même intervalle, le nombre des métairies de quinze à trente acres s'accrut de soixante et un mille, et celui des métairies au-dessus de trente acres de cent neuf mille, tandis que la somme totale de toutes les métairies diminuait de cent vingt mille, diminution qui était donc due exclusivement à la suppression, ou, en d'autres termes, à la concentration des fermes au-dessous de quinze acres... l'absorption des petites fermes par les grandes et la conversion de terres arables en pâturages permettaient de convertir en produit net une plus grande partie du produit brut. Le produit net grandissait, quoique le produit brut, dont il forme une fraction, diminuât. D'autre part, la valeur numéraire de ce produit net s'élevait plus rapidement que sa masse, par suite de la hausse que les prix de la viande, de la laine, etc., subissaient sur le marché anglais... Si donc la masse des moyens de production engagés dans l'agriculture diminuait en même temps que la masse de la population, par contre, la masse du capital employé augmentait, parce qu'une partie des moyens de production auparavant éparpillés s'étaient convertis en capital.

« Il y a [en 1866, NDLR] relativement la même surabondance de bras qu'avant 1846, le salaire réel est aussi bas, le travail plus exténuant et la misère des campagnes conduit derechef le pays à une nouvelle crise. La raison en est simple. La révolution agricole a marché du même pas que l'émigration. L'excès relatif de population s'est produit plus vite que sa diminution absolue. Tandis qu'avec l'élevage du bétail la culture des récoltes vertes, telles que légumes, etc., qui occupe beaucoup de bras, s'accroît en Angleterre, elle décroît en Irlande... Le vide que l'émigration y creuse non seulement resserre la demande de travail local, mais la recette des épiciers, détaillants, petits manufacturiers, gens de métier, etc., en un mot, de la petite bourgeoisie, s'en ressent... les ouvriers ruraux se confondaient auparavant avec les petits fermiers et ne formaient en général que l'arrière-ban des grandes et moyennes fermes où ils trouvaient de l'emploi. Ce n'est que depuis la catastrophe de 1846 qu'ils

commencèrent à constituer une véritable fraction de la classe salariée, un ordre à part n'ayant avec les patrons que des relations pécuniaires. »